

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2839

26 novembre 2008

SOMMAIRE

Absolute Care S.A.	136256	ING PFCE Poland I S.à r.l.	136237
ADMR Investment S.à r.l.	136232	ING PFCE Top Holdco S.à r.l.	136235
Andrée GOEDERT S.à r.l.	136231	ING REEIF Soparfi A S.à r.l.	136231
Ariston Partners s.à r.l.	136234	ING REEIF Soparfi B S.à r.l.	136232
Asia Property Fund	136238	ING REEIF Soparfi C S.à r.l.	136234
Babcock & Brown Hydro Holdings S.à r.l.	136236	ING REEIF Soparfi D S.à r.l.	136233
Babcock & Brown Riva Holdings S.à r.l. .	136247	KGM Immobilière S.A.	136247
B&A Consulting Ltd. Luxembourg Branch	136228	Kreutz & Friends Communication and De- sign	136229
Banque BCP, S.A.	136235	Landmark Holding S.A.	136233
Boulangerie Pâtisserie Flick S.à r.l.	136228	Laurada S.A.	136227
Ceramsol S.à r.l.	136226	LEHMAN BROTHERS (Luxembourg) Equity Finance S.A.	136231
Compulease Anstalt AG	136248	Lombard Media Sàrl	136233
Drett Welt Buttik Diddeléng Sàrl	136226	Maanen & Mantel	136246
Drett Welt Buttik Diddeléng Sàrl	136227	Patton S.à r.l.	136237
Drett Welt Buttik Diddeléng Sàrl	136227	Promotions Bourgard Sàrl	136234
Drett Welt Buttik Diddeléng Sàrl	136228	Robert HENTGES S.à r.l.	136229
Drett Welt Buttik Diddeléng Sàrl	136228	Roninvest S.A.	136237
Drett Welt Buttik Diddeléng Sàrl	136226	Société de Gestion Immobilière de l'Est S.A.	136229
Edmond de Rothschild Euroopportunities S.C.A., SICAR	136227	Société de Gestion Immobilière de l'Est S.A.	136232
Elektra Finanzierung A.G.	136272	Société Luxembourgeoise de Développe- ment S.A.	136229
Eni International N.A. N.V. S.à r.l.	136230	SOPAF Asia S.à r.l.	136236
Eolis Medi@ Company	136247	Squirrel S.à r.l.	136226
Espace de Wavre Holding S.A.	136272	Thalia International S.A.	136230
Espace Informatique S.A.	136272	The Future of Industry S.A.	136230
F.I. Holding Co.	136272	Vasco International S.à r.l.	136236
Foncière Swan S. à r. l.	136235		
GameStop Global Holdings S.à r.l.	136256		
Heintzmann Steel Center Luxembourg GmbH	136265		

Ceramsol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 58, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 68.707.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CERAMSOL SARL
FIDUCIAIRE DES PME SA
Signatures

Référence de publication: 2008145013/514/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04568. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080170565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Squirrel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 132.026.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/11/2008.

Pour Squirrel S.à r.l.
Luxembourg International Consulting S.A.
Signature

Référence de publication: 2008144955/536/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2008, réf. LSO-CW03686. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080170255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Drett Welt Buttik Diddeléng Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 8, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 59.200.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Référence de publication: 2008145018/9564/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04642. - Reçu 91,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080170098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Drett Welt Buttik Diddeléng Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 8, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 59.200.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Référence de publication: 2008145017/9564/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04639. - Reçu 91,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080170096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Drett Welt Buttik Diddeléng Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 8, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 59.200.

Les comptes annuels au 31 décembre 1999 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Référence de publication: 2008145021/9564/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04627. - Reçu 91,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Edmond de Rothschild Euroopportunities S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 117.202.

Le Rapport Annuel au 31 décembre 2007 et la distribution de dividendes relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mars 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 Novembre 2008.

Sophie MARTINOT / Christoph LANZ

Mandataire commercial / Sous-Directeur

Référence de publication: 2008144926/1183/16.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05313. - Reçu 78,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Laurada S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5362 Schrassig, 21, rue de Sandweiler.
R.C.S. Luxembourg B 110.048.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire TG EXPERTS S.A.

13, rue de Bettembourg, L-3378 Livange

Signature

Référence de publication: 2008144990/9140/14.

Enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2008, réf. LSO-CW06108. - Reçu 91,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Drett Welt Buttik Diddeléng Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 8, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 59.200.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Référence de publication: 2008145019/9564/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04644. - Reçu 91,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Drett Welt Buttik Diddeléng Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 8, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 59.200.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Référence de publication: 2008145022/9564/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04625. - Reçu 91,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Boulangerie Pâtisserie Flick S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Strassen, 63, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 59.399.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BOULANGERIE PATISSERIE FLICK SARL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2008145014/514/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04565. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Drett Welt Buttik Diddeléng Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 8, avenue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 59.200.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Référence de publication: 2008145025/9564/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04647. - Reçu 91,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

B&A Consulting Ltd. Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5254 Sandweiler, 21, rue Batty Weber.
R.C.S. Luxembourg B 131.436.

Avis de changement de nom du gérant

Il est porté à la connaissance des tiers que
VICENTE DE CARVALHO BOECHAT ALVARENGA Laertes
a changé son nom vers
BOECHAT Laertes.

Ce changement a sorti ses effets le 23/03/2008 (voir Mémorial A de l'année 2007 page 3882).

Signé à Sandweiler le 18 novembre 2008.

Laertes Boechat.

Référence de publication: 2008144734/8099/16.

Enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2008, réf. LSO-CW06052. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Kreutz & Friends Communication and Design, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 42, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 77.775.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion des associés tenue à Luxembourg en date du 10 octobre 2008

Il résulte dudit procès-verbal que le siège de la société a été transféré

de L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins

à L-1740 Luxembourg, 42, rue de Hollerich.

Luxembourg, le 10 octobre 2008.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008144742/3263/16.

Enregistré à Luxembourg, le 7 novembre 2008, réf. LSO-CW02652. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Robert HENTGES S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5422 Erpeldange, 42, rue Scheuerberg.

R.C.S. Luxembourg B 64.656.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2008.

Fiduciaire B+C s.à.r.l., Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008144700/7759/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2008, réf. LSO-CV05241. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Société de Gestion Immobilière de l'Est S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 96.389.

Le bilan au 31/12/2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008144982/1578/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2008, réf. LSO-CV09356. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Société Luxembourgeoise de Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 96.824.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008144986/1578/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2008, réf. LSO-CV09361. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

The Future of Industry S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 130.627.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2008.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signatures

Référence de publication: 2008144949/535/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05005. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Thalia International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 127.896.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 7 novembre 2008 que:

1. La démission de Monsieur Bruno BEERNAERTS en sa qualité d'administrateur de catégorie «B» est acceptée.
2. Est coopté, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Monsieur Luc GERONDAL, fiscaliste, de nationalité belge, né le 23 avril 1976 à Kinshasa (République Démocratique du Congo), demeurant professionnellement 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008144901/6312/19.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04891. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Eni International N.A. N.V. S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 94.134.

*Extrait des résolutions de l'associé unique d'ENI INTERNATIONAL N.A. N.V. S.à r.l.
(la société) prises par écrit le 30 septembre 2008*

L'associé unique de la Société a constaté et a accepté la démission de Monsieur Andrew Williamson de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 31 juillet 2008.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer Marco Talamonti, ayant sa résidence au 10 Ebury Bridge Road, Londres SW1W 8PZ, Angleterre, en qualité de gérant de la Société à compter du 30 septembre 2008 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ENI INTERNATIONAL N.A. N.V. S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008144644/2460/21.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05293. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

ING REEIF Soparfi A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 105.688.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 27 octobre 2008

- La démission de la société Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

- La société IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro RCS B 136 171 est élue par l'associé unique en tant que gérant de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2008144860/655/21.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2008, réf. LSO-CW03231. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080170050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Andrée GOEDERT S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6113 Junglinster, 18, rue des Cerises.

R.C.S. Luxembourg B 68.014.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR ANDREE GOEDERT SARL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2008145008/514/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04875. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080170570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

LEHMAN BROTHERS (Luxembourg) Equity Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 101.448.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 10 novembre 2008 que les personnes suivantes ont été nommées avec effet immédiat administrateurs de la Société pour une période d'un (1) an:

1. Monsieur Daniel EHRMANN, né le 14 mai 1970 à Luxembourg, demeurant professionnellement à 600 Lexington Avenue, NY 10021 New York, USA;

2. Monsieur David James COLES, né le 26 janvier 1965 à Stourbridge (Royaume-Uni), demeurant professionnellement à 600 Lexington Avenue, NY 10021 New York, USA;

3. Monsieur James Patrick FOGARTY, né le 16 mai 1968 à New York (USA), demeurant professionnellement à 600 Lexington Avenue, NY 10021 New York, USA.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2008144635/1040/19.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05261. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080170183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

ADMR Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 107.370.

- Mesdames Laurence MOSTADE, Ariane VIGNERON et Françoise DUMONT toutes trois résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg démissionnent de leur mandat de Gérant de la société avec effet au 24 septembre 2008. La société LOUV SARL, 412F, route d'Esch, démissionne également de son mandat de gérant à la même date.

- Il ne sera pas pourvu à leur remplacement jusqu'à nouvel ordre.

Fait à Luxembourg, le 24 septembre 2008.

Certifié sincère et conforme

Pour ADMR INVESTMENT S.à r.l.

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008144637/795/19.

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 2008, réf. LSO-CV09776. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Société de Gestion Immobilière de l'Est S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 96.389.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008144989/1578/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2008, réf. LSO-CV09357. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

ING REEIF Soparfi B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 105.112.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 27 octobre 2008

- La démission de la société Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

- La société IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro RCS B 136 171 est élue par l'associé unique en tant que gérant de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

- La démission de Monsieur Nicolas Schreurs, employé privé, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2008144861/655/23.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2008, réf. LSO-CW03234. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

ING REEIF Soparfi D S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 117.400,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 107.936.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 27 octobre 2008

- La démission de la société Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

- La société IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro RCS B 136 171 est élue par l'associé unique en tant que gérant de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

- La démission de Monsieur Nicolas Schreurs, employé privé, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2008144863/655/23.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2008, réf. LSO-CW03241. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Lombard Media Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 21.384.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19.11.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008144981/1315/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04778. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Landmark Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 135.693.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion des administrateurs restants du 6 novembre 2008

Monsieur Xavier SOULARD, administrateur de sociétés, né à Châteauroux (France), le 14 août 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de Monsieur Pietro LONGO, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 7.11.2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour LANDMARK HOLDING S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008144260/29/19.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04509. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080169675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2008.

Ariston Partners s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 121.681.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 février 2008 que:

1. La démission de Bianca Veiders comme gérant de la société rétroactivement à compter du 25 février 2008.
2. Nommer Riaz Husain, employé privé, demeurant professionnellement au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, comme nouveau gérant de la société, rétroactivement à compter du 25 février 2008 et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 26 août 2008.

Pour Ariston Partners S.à.r.l

Riaz Husain

Gérant

Référence de publication: 2008144851/759/19.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08264. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Promotions Bourgard Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4888 Lamadelaine, 2, Op den Gehren.
R.C.S. Luxembourg B 57.488.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 18 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008145064/6261/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04707. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

ING REEIF Soparfi C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 67.400,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 105.687.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 27 octobre 2008

- La démission de la société Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

- La société IREIM Services Luxembourg PSF S.à.r.l. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro RCS B 136 171 est élue par l'associé unique en tant que gérant de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

- La démission de Monsieur Nicolas Schreurs, employé privé, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2008144862/655/23.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2008, réf. LSO-CW03239. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

ING PFCE Top Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 651.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 95.703.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 27 octobre 2008

- La démission de la société Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

- La société IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro RCS B 136 171 est élue par l'associé unique en tant que gérant de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

- La démission de Monsieur Nicolas Schreurs, employé privé, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2008144869/655/23.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2008, réf. LSO-CW03203. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Banque BCP, S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 7.648.

Annexe au procès-verbal du Conseil de Surveillance

Séance du 5 juin 2008

Le Conseil de Surveillance de la Banque BCP S.A est désormais composé comme suit:

1. Michel GONNET, membre de classe A, Président, demeurant à 7, avenue Constant Coquelin, F-75007 Paris, France.
2. Christian CAMUS, membre de classe A, demeurant à 7, Sente du Bois Cloud, F-78170 La Celle Saint-Cloud, France.
3. Beltrán CALVEYRA, membre de classe A, demeurant à 39, rue du Poteau, F-75018 Paris, France.
4. Bernard COMOLET, membre de classe A, demeurant à 1, Villa Niel, F-75017 Paris, France.
5. Luis Jardim DE ABREU CASTELO BRANCO, membre de classe B, demeurant à 1, rue Chazelles, F-75017 Paris, France.

Michel GONNET

Le Président du Conseil de Surveillance

Référence de publication: 2008144856/1076/19.

Enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2008, réf. LSO-CW02819. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Foncière Swan S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 105.898.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2008.

Emile SCHLESSER

Notaire

Référence de publication: 2008144787/227/12.

(080170127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Babcock & Brown Hydro Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 115.748.

Extrait des résolutions prises par l'associé de la société en date du 28 octobre 2008

Par les résolutions écrites du 28 octobre 2008, l'associé de la société a décidé:

- D'accepter la démission de Christian Terberger en tant que gérant de la Société, prenant effet le 31 octobre 2008;
- De nommer en tant que gérant, prenant effet le 1^{er} novembre 2008, et pour une durée indéterminée:

* Mr. Mark Hatherly, né le 13 novembre 1965 à Auckland (New Zealand), et ayant comme adresse 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg;

- De changer l'adresse de Mr. Mark Dunstan de son adresse privée 18, rue Michel Lentz, L-1928 Luxembourg à son adresse professionnelle au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg.

En conséquence, le conseil de Gérance de la Société se compose de:

- Mr. Mark Hatherly, demeurant professionnellement au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg;
- Mr. Mark Dunstan, demeurant professionnellement au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008144858/9244/23.

Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 2008, réf. LSO-CW01069. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Vasco International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 58.199.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2008.

Fiduciaire B+C s.à.r.l., Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008144698/7759/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2008, réf. LSO-CV05252. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

SOPAF Asia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 117.339.

EXTRAIT

Par résolution de son conseil de gérance en date du 1^{er} octobre 2008, la société SOPAF Asia S.à r.l. susvisée a déplacé son siège social du 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2008.

Laetitia FENAIN

Avocat

Référence de publication: 2008144737/280/17.

Enregistré à Luxembourg, le 9 octobre 2008, réf. LSO-CV03025. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Patton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 105.338.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 décembre 2004 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 350 du 19 avril 2005.

Les comptes au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Patton S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008144961/250/17.

Enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2008, réf. LSO-CW04342. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

ING PFCE Poland I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 75.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 95.700.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 27 octobre 2008

- La démission de la société Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

- La société IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l. avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro RCS B 136 171 est élue par l'associé unique en tant que gérant de la Société en remplacement du gérant démissionnaire pour une durée indéterminée.

- La démission de Monsieur Nicolas Schreurs, employé privé, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet immédiat.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2008144867/655/23.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2008, réf. LSO-CW03224. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Roninvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 37, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 54.590.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2008.

Fiduciaire B+C s.à.r.l., Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008144750/7759/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2008, réf. LSO-CV05240. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Asia Property Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 121.777.

In the year two thousand and eight, on the sixth day of November,
before us, Maître Lecuit, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg),

was held an extraordinary general meeting of shareholders of Asia Property Fund (the "Company"), a Société d'Investissement à Capital Variable with its registered office at 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, incorporated in Luxembourg by a deed of notary Gérard Lecuit on 23 November 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2393 of 22 December 2006. The Articles of Incorporation were amended for the last time by a deed of notary Gérard Lecuit of 23 July 2007 as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2116 of 27 September 2007.

The meeting was opened at 2.30 p.m., with Mrs Aurélie Mounier, lawyer, professionally residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary to the meeting Mr Emmanuel Avice, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Bronwyn Salvat-Winter, employee, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

(A) The present extraordinary general meeting has been convened by registered letters to the holders of shares (all in registered form) on the 28th day of October 2008, as was certified to the notary executing this deed.

The related copies of the said letters have been deposited on the desk of the bureau of the meeting.

(B) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of the shares held by each of them are shown on an attendance list which, signed by the shareholders or their proxies and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

(C) It appears from the said attendance list that 66,681,848.47 shares out of the 128,282,954.93 outstanding shares of the Company are present or represented at the meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the Items on the agenda of which the shareholders have been duly informed before this meeting.

(D) The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

Agenda:

1 To modify article 8 of the Articles of Incorporation by:

- adding a third paragraph which must be read as follows:

"In particular, the Board may decline to consent to a purported or proposed transfer of (a) Share(s), or the issue, conversion or redemption of (a) Share(s) if:

(1) such transfer would result in the Shareholder holding less than the applicable minimum holding amount (as set out in the Prospectus); or

(2) such transfer would, or would reasonably be likely to:

(a) require registration of Shares under the U.S. Securities Act (as defined in the Prospectus) or result in a violation of the U.S. Securities Act;

(b) require the registration of the Company as an "investment company" under the U.S. Investment Company Act (as defined in the Prospectus) or result in a violation of the U.S. Investment Company Act;

(c) require the Fund Manager or the Investment Manager (each of them as defined in the Prospectus) or any other person to register as an "investment adviser" under the U.S. Advisers Act (as defined in the Prospectus) if such person is not already so registered;

(d) result in the assets of the Company being treated as "plan assets" for the purposes of ERISA (as defined in the Prospectus) and Section 4975 of the Code (as defined in the Prospectus); or

(e) result in the Company being treated as a "publicly traded partnership" within the meaning of Section 7704 of the Code and the regulations promulgated thereunder (each event described in sub-clauses (1) and (2) above, a "Prohibited Event")."

- amending item (3) (ii) which must then be read as follows:

"(ii) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount based on the Bid Price of Shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 21 hereof less any applicable redemption charges described in the Prospectus, whereas the reduction amount to calculate the Bid Price taken together with the amount charged as redemption charges must not be more than 5 per cent. of the NAV of the Shares which are subject to redemption."

2 To modify article 9 of the Articles of Incorporation by adding a second and third paragraphs which must be read as follows:

"The Board may only amend a Restricted Policy (as defined below) with the prior approval of Shareholders obtained at the occasion of a general meeting of Shareholders.

For purpose of the above, "Restricted Policy" means each of the following binding terms relating to the operation and business of the Company (as described in the Prospectus):

- i) the absolute cap on leverage the Company can incur;
- ii) the 12 month legally binding period applying to Subscription Agreements (as defined in the Prospectus); and
- iii) the Company's obligation to redeem Shares within 12 months following a Shareholders' redemption application being given to the Company (excluding Force Majeure Event, as defined in the Prospectus)."

3 To modify article 10 of the Articles of Incorporation by:

- deleting "and for the first time in 2007" in the first sentence which must then be read as follows:

"The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 15th of October of each year at 2:00 p.m."

- deleting the second conjunction "or" of the second line of the third paragraph which must then be read as follows:

"Special meetings of the holders of Shares of any one Sub-Fund or Class or of several Sub-Funds or Classes may be convened by the Board to decide on any matters relating to such one or more Sub-Funds or Classes and/or to a variation of their rights."

4. To modify the second paragraph of article 11 of the Articles of Incorporation by replacing the word "Articles" by "articles of incorporation (the "Articles of incorporation")" and to implement this amendment throughout the document accordingly.

5 To modify the second and the third paragraphs of article 17 of the Articles of Incorporation which must then be read as follows:

"In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders as prescribed by Article 57 of the law of 10th August 1915, as amended (the "1915 Law").

Any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Prudential Property Investment Managers Limited Ltd or LaSalle Investment Management (Asia) Pte Ltd or its affiliates or any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion shall not constitute by principle a "personal interest" in the meaning of the precedent paragraph."

6 To modify article 21 of the Articles of Incorporation by:

- amending the second paragraph which must then be read as follows:

"Any Shareholder shall be entitled to request redemption of all or part of his Shares in a particular Sub-Fund upon dissolution of the relevant Sub-Fund. The Board may decide that Shareholders of certain Sub-Funds may be entitled to redeem their Shares more frequently and the redemption modalities for these Sub-Funds are specified in the Prospectus.

The Company may, if compliance with such request would result in a holding of Shares in the Company of an aggregate amount or number of Shares below the applicable minimum holding, as determined by the Board from time to time and disclosed in the Prospectus, redeem all the remaining Shares held by such Shareholder.

The Company shall only be bound to redeem on any dealing day as set out in the Prospectus from time to time (the "Dealing Day") to the extent cash amounts are available in the relevant Sub-Fund."

- amending the sixth paragraph which must then be read as follows:

"Whenever the Company shall redeem Shares, the price at which such Shares shall be redeemed by the Company shall be based on the Bid Price per Share of the relevant Class (as determined in accordance with the provisions described in the Prospectus) determined on the Dealing Day on which the redemption is completed as described in the Prospectus, less any applicable redemption charges and/or the exit charge described in the Prospectus, whereas the reduction amount to calculate the Bid Price taken together with the amount charged as redemption charges must not be more than 5 per cent, of the NAV of the Shares which are subject to redemption."

- deleting "the first paragraph" in the first line of the twelfth paragraph.

7 To modify item (x) of article 23 of the Articles of Incorporation by replacing "Redemption Price" by "redemption price".

8 To modify the first paragraph of article 25 of the Articles of Incorporation which must then be read as follows:

"The accounting year of the Company shall begin on the 1st July of each year and shall terminate on the 30th June of the following year."

9 To modify article 29 of the Articles of Incorporation which must then be read as follows:

"All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2002 Law."

(E) After the foregoing has been approved by the bureau of the meeting, the general meeting of shareholders of the Company (the "Shareholders") has adopted, by more than two third majority vote as regards the items on the agenda of the meeting, the following resolutions:

First resolution

The Shareholders RESOLVE TO modify article 8 of the Articles of Incorporation by:

1) adding a third paragraph which must be read as follows:

"In particular, the Board may decline to consent to a purported or proposed transfer of (a) Share(s), or the issue, conversion or redemption of (a) Share(s) if:

(1) such transfer would result in the Shareholder holding less than the applicable minimum holding amount (as set out in the Prospectus); or

(2) such transfer would, or would reasonably be likely to:

(a) require registration of Shares under the U.S. Securities Act (as defined in the Prospectus) or result in a violation of the U.S. Securities Act;

(b) require the registration of the Company as an "investment company" under the U.S. Investment Company Act (as defined in the Prospectus) or result in a violation of the US. Investment Company Act;

(c) require the Fund Manager or the Investment Manager (each of them as defined in the Prospectus) or any other person to register as an "investment adviser" under the U.S. Advisers Act (as defined in the Prospectus) if such person is not already so registered;

(d) result in the assets of the Company being treated as "plan assets" for the purposes of ERISA (as defined in the Prospectus) and Section 4975 of the Code (as defined in the Prospectus); or

(e) result in the Company being treated as a "publicly traded partnership" within the meaning of Section 7704 of the Code and the regulations promulgated thereunder (each event described in sub-clauses (1) and (2) above, a "Prohibited Event")"

- and 2) amending item (3) (ii) which must then be read as follows:

"(ii) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount based on the Bid Price of Shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 21 hereof less any applicable redemption charges described in the Prospectus, whereas the reduction amount to calculate the Bid Price taken together with the amount charged as redemption charges must not be more than 5 per cent. of the NAV of the Shares which are subject to redemption."

Second resolution

The Shareholders RESOLVE TO modify article 9 of the Articles of Incorporation by adding a second and third paragraphs which must be read as follows:

"The Board may only amend a Restricted Policy (as defined below) with the prior approval of Shareholders obtained at the occasion of a general meeting of Shareholders.

For purpose of the above, "Restricted Policy" means each of the following binding terms relating to the operation and business of the Company (as described in the Prospectus):

i) the absolute cap on leverage the Company can incur,

ii) the 12 month legally binding period applying to Subscription Agreements (as defined in the Prospectus); and

iii) the Company's obligation to redeem Shares within 12 months following a Shareholders' redemption application being given to the Company (excluding Force Majeure Event, as defined in the Prospectus)."

Third resolution

The Shareholders RESOLVE TO modify article 10 of the Articles of Incorporation by:

- 1) deleting "and for the first time in 2007" in the first sentence which must then be read as follows:

"The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 15th of October of each year at 2:00 p.m."

- and 2) deleting the second conjunction "or" of the second line of the third paragraph which must then be read as follows:

"Special meetings of the holders of Shares of any one Sub-Fund or Class or of several Sub-Funds or Classes may be convened by the Board to decide on any matters relating to such one or more Sub-Funds or Classes and/or to a variation of their rights."

Fourth resolution

The Shareholders RESOLVE TO modify the second paragraph of article 11 of the Articles of Incorporation by replacing the word "Articles" by "articles of incorporation (the "Articles of incorporation")" and to implement this amendment throughout the articles of incorporation accordingly.

Fifth resolution

The Shareholders RESOLVE TO modify the second and the third paragraphs of article 17 of the Articles of Incorporation which must then be read as follows:

"In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders as prescribed by Article 57 of the law of 10th August 1915, as amended (the "1915 Law").

Any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Prudential Property Investment Managers Limited Ltd or LaSalle Investment Management (Asia) Pte Ltd or its affiliates or any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion shall not constitute by principle a "personal interest" in the meaning of the precedent paragraph."

Sixth resolution

The Shareholders RESOLVE TO modify article 21 of the Articles of Incorporation by:

- 1) amending the second paragraph which must then be read as follows:

"Any Shareholder shall be entitled to request redemption of all or part of his Shares in a particular Sub-Fund upon dissolution of the relevant Sub-Fund. The Board may decide that Shareholders of certain Sub-Funds may be entitled to redeem their Shares more frequently and the redemption modalities for these Sub-Funds are specified in the Prospectus.

The Company may, if compliance with such request would result in a holding of Shares in the Company of an aggregate amount or number of Shares below the applicable minimum holding, as determined by the Board from time to time and disclosed in the Prospectus, redeem all the remaining Shares held by such Shareholder.

The Company shall only be bound to redeem on any dealing day as set out in the Prospectus from time to time (the "Dealing Day") to the extent cash amounts are available in the relevant Sub-Fund."

- 2) amending the sixth paragraph which must then be read as follows:

"Whenever the Company shall redeem Shares, the price at which such Shares shall be redeemed by the Company shall be based on the Bid Price per Share of the relevant Class (as determined in accordance with the provisions described in the Prospectus) determined on the Dealing Day on which the redemption is completed as described in the Prospectus, less any applicable redemption charges and/or the exit charge described in the Prospectus, whereas the reduction amount to calculate the Bid Price taken together with the amount charged as redemption charges must not be more than 5 per cent. of the NAV of the Shares which are subject to redemption."

- and 3) deleting "the first paragraph" in the first line of the twelfth paragraph.

Seventh resolution

The Shareholders RESOLVE TO modify item (x) of article 23 of the Articles of Incorporation by replacing "Redemption Price" by "redemption price".

Eighth resolution

The Shareholders RESOLVE TO modify the first paragraph of article 25 of the Articles of Incorporation which must then be read as follows:

"The accounting year of the Company shall begin on the 1st July of each year and shall terminate on the 30th June of the following year."

Ninth resolution

The Shareholders RESOLVE TO modify article 29 of the Articles of Incorporation which must then be read as follows:

"All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2002 Law."

Nothing else being on the Agenda, the present meeting was adjourned at 3.00 p.m.

Evaluation of costs

The above named persons declare that the expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, amount approximately to 2,000 EUR (two thousand euro).

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the persons appearing, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same persons and in case of any difference between the English and the French text, the English text will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with us the notary this original deed on the above mentioned date.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil huit, le six novembre,

par-devant nous, Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Asia Property Fund (la «Société»), une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social au 26, boulevard Royal, L-2249 Luxembourg, constituée à Luxembourg par acte du notaire Gérard Lecuit le 23 novembre 2006 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2393 du 22 décembre 2006. Les Statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire Gérard Lecuit le 23 juillet 2007 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2116 du 27 septembre 2007.

L'assemblée est ouverte à 14h30 et présidée par Madame Aurélie Mounier, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire de l'assemblée Monsieur Emmanuel Avice, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a élu aux fonctions de scrutateur Madame Bronwyn Salvat-Winter, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant donc été constitué, le Président a déclaré et a demandé au notaire d'acter que:

(A) La présente assemblée a été convoquée par lettres recommandées envoyées à chaque actionnaire enregistré dans le registre des actionnaires le 28 octobre 2008, tel que certifié au notaire réalisant cet acte.

Les copies de ces lettres ont été déposées sur le bureau de l'assemblée.

(B) Il a été établi une liste des présences, renseignant les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera annexée au présent acte pour être soumise à l'enregistrement en même temps.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées "ne varietur" par les personnes présentes et le notaire instrumentaire, resteront également annexés au présent acte.

(C) Il résulte de ladite liste de présence que 66.681.848,47 actions sur un total de 128.282.954,93 actions émises par la Société sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de son ordre du jour dont les actionnaires ont été dûment informés avant l'assemblée.

(D) L'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire est le suivant:

Agenda:

1 Modifier l'article 8 des Statuts par:

- l'addition d'un troisième paragraphe qui sera rédigé comme suit:

"En particulier, le Conseil d'Administration peut refuser de consentir à un transfert d'une ou plusieurs Actions prévu ou proposé, ou à l'émission, la conversion ou au rachat d'une ou plusieurs Actions si:

(1) un tel transfert aurait comme résultat qu'un Actionnaire détienne moins que le minimum de détention requis (tel que défini dans le Prospectus); ou

(2) un tel transfert:

(a) nécessite ou nécessiterait l'enregistrement d'Actions sous l'U.S. Securities Act (tel que défini dans le Prospectus) ou constitue ou constituerait une violation du U.S. Securities Act;

(b) nécessite ou nécessiterait l'enregistrement de la Société en tant que «société d'investissement» («investment company») sous l'U.S. Investment Company Act (tel que défini dans le Prospectus) ou résulte ou résulterait dans une violation du U.S. Investment Company Act;

(c) nécessite ou nécessiterait l'enregistrement du Fund Manager ou de T Investment Manager (tels que définis dans le Prospectus) ou de toute autre personne en tant que «investment adviser» (conseiller en investissement) sous le U.S. Advisers Act (tel que défini dans le Prospectus) si cette personne n'est pas déjà enregistrée en cette qualité;

(d) aboutit ou aboutirait au traitement des avoirs de la Société comme de «plan assets» pour les besoins de ERISA (tel que défini dans le Prospectus) et de la section 4975 du Code (tel que défini dans le Prospectus); ou

(e) aboutit ou aboutirait au traitement de la Société comme «publicly traded partnership» au sens de la section 7704 du Code et des réglementations promulguées en application de celle-ci (chaque événement décrit dans les sous-clauses (1) et (2) ci-dessus étant un «Événement Prohibé» (Prohibited Event).)"

- par la modification du point (3) (ii) qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"(ii) le prix auquel les Actions spécifiées dans tout Avis de Rachat seront rachetées (appelé ci-après le «Prix de Rachat») pour un montant basé sur le Prix de Transaction des Actions de la Société de la Catégorie en question déterminé conformément à l'Article 21 des présentes, sous déduction de toutes commissions de rachat décrites dans le Prospectus, étant précisé que le montant à soustraire pour calculer le Prix de Transaction ajouté au montant prélevé au titre des commissions de rachat ne devra pas être supérieur à 5% de la VNI des Actions sujettes à rachat;"

2 Modifier l'article 9 des Statuts par l'addition d'un deuxième et troisième paragraphes qui seront rédigés comme suit:

"Le Conseil d'Administration ne peut modifier un «Domaine Réservé» (tel que défini ci-dessous) qu'avec l'accord préalable des Actionnaires obtenu lors d'une assemblée générale des Actionnaires.

Aux fins de ce qui précède, «Domaine Réservé» signifie chacun des engagements suivants ayant trait aux opérations et affaires de la Société (tel que défini dans le Prospectus):

- (i) le plafond absolu d'emprunt que la Société peut supporter;
 - (ii) la période d'engagement de 12 mois applicable aux Contrats de Souscriptions (tels que définis dans le Prospectus);
- et

(iii) l'obligation de la Société de racheter les Actions dans les 12 mois suivant la demande de rachat d'un Actionnaire auprès de la Société sauf Événement de Force Majeure (Force Majeure Event, tel que défini dans le Prospectus)."

3 Modifier l'article 10 des Statuts par:

- la suppression de "et pour la première fois en 2007" dans la première phrase qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la Société à Luxembourg ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 15 octobre de chaque année à 14h00 heures."

- la suppression de la troisième conjonction de coordination "ou" de la seconde ligne du troisième paragraphe qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"Des assemblées spéciales des Actionnaires de n'importe quelle Compartiment ou Catégorie, ou de plusieurs Compartiments ou Catégories pourront être convoquées par le Conseil d'Administration en vue de statuer sur des sujets ayant trait à ce ou ces Compartiments ou Catégories et/ou à une modification de leurs droits."

4 Modifier le deuxième paragraphe de l'article 11 des Statuts par le remplacement de "Statuts" par "statuts (les "Statuts")" et modifier le document en conséquence.

5 Modifier les deuxième et troisième paragraphes de l'article 17 des Statuts qui seront dorénavant rédigés comme suit:

"Au cas où un administrateur ou fondé de pouvoir de la Société aurait un intérêt personnel dans une quelconque transaction de la Société, cet administrateur ou fondé de pouvoir devra informer le Conseil d'Administration de son intérêt personnel et il ne pourra pas prendre part aux délibérations ou prendre part au vote au sujet de cette transaction et rapport devra être fait sur une telle transaction et sur l'intérêt dudit administrateur ou fondé de pouvoir à la prochaine assemblée des Actionnaires conformément à l'article 57 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).

Toute relation ou intérêt dans une affaire, position ou transaction qui pourra exister avec Prudential Property Investment Managers Limited ou LaSalle Investment Management (Asia) Pte Ltd ou avec une de leurs sociétés affiliées ou toute personne, société ou entité telle que déterminée discrétionnaire ment de temps à autre par le Conseil d'Administration ne constituera pas par principe un «intérêt personnel» au sens du paragraphe précédent."

6 Modifier l'article 21 des Statuts par:

- la modification du deuxième paragraphe qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"Tout Actionnaire est en droit de demander le rachat de tout ou partie de ses Actions dans un Compartiment particulier après dissolution de ce Compartiment concerné. Le Conseil peut décider que les Actionnaires de certains Compartiments puissent se faire acheter leurs Actions plus fréquemment, les modalités de rachat pour ces Compartiments étant définies dans le Prospectus.

La Société peut, si l'exécution d'un ordre de rachat résulte en une détention d'Actions dans la Société d'un montant total ou d'un nombre d'Actions en dessous de la détention minimale applicable, telle que déterminée de temps à autre par le Conseil d'Administration et mentionnée dans le Prospectus, procéder au rachat de toutes les Actions restantes détenues par un Actionnaire.

La Société ne peut être tenue de racheter lors d'un jour de transaction tel que décrit dans le Prospectus de temps à autre (le « Jour de Transaction ») que dans la mesure où les liquidités sont disponibles dans le Compartiment concerné."

- la modification du sixième paragraphe qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"Quelque soit le moment où la Société rachète des Actions, le prix auquel ces Actions seront racheté par la Société sera basé sur le Prix de Transaction par Actions de la Catégorie d'Actions concernée (tel que déterminé selon les dispositions décrites dans le Prospectus), déterminé au Jour de Transaction auquel le rachat est effectué tel que décrit dans le Prospectus, diminué de toute commission de rachat applicable et/ou le commission de sortie décrite dans le Prospectus, étant précisé que le montant à soustraire pour calculer le Prix de Transaction ajouté au montant prélevé au titre des commissions de rachat ne devra pas être supérieur à 5% de la VNI des Actions sujettes à rachat. "

- le remplacement de "au premier paragraphe du" par "dans le" dans la première ligne du douzième paragraphe.

7 Modifier le point (x) de l'article 23 des Statuts par le remplacement de "Prix de Rachat" par "prix de rachat".

8 Modifier le premier paragraphe de l'article 25 des Statuts qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"L'exercice social de la Société commence le 1^{er} juillet de chaque année et se termine le 30 juin de l'année suivante."

9 Modifier l'article 29 des Statuts qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"Toute question non réglée par ces Statuts sera régie conformément à la Loi de 1915 et à la Loi de 2002."

(E) Tous ces faits étant exposés et approuvés par le bureau de l'assemblée, l'assemblée générale des actionnaires de la Société (les "Actionnaires") a adopté, par la majorité de plus de deux tiers des votes en ce qui concerne les points à l'ordre du jour de l'assemblée, les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Actionnaires DECIDENT DE modifier l'article 8 des Statuts par:

1) l'addition d'un troisième paragraphe qui sera rédigé comme suit:

"En particulier, le Conseil d'Administration peut refuser de consentir à un transfert d'une ou plusieurs Actions prévu ou proposé, ou à l'émission, la conversion ou au rachat d'une ou plusieurs Actions si:

- (1) un tel transfert aurait comme résultat qu'un Actionnaire détienne moins que le minimum de détention requis (tel que défini dans le Prospectus); ou

(2) un tel transfert:

(a) nécessite ou nécessiterait l'enregistrement d'Actions sous l'U.S. Securities Act (tel que défini dans le Prospectus) ou constitue ou constituerait une violation du U.S. Securities Act;

(b) nécessite ou nécessiterait l'enregistrement de la Société en tant que «société d'investissement» («investment company») sous l'U.S. Investment Company Act (tel que défini dans le Prospectus) ou résulte ou résulterait dans une violation du U.S. Investment Company Act;

(c) nécessite ou nécessiterait l'enregistrement du Fund Manager ou de T Investment Manager (tels que définis dans le Prospectus) ou de toute autre personne en tant que «investment adviser» (conseiller en investissement) sous le U.S. Advisers Act (tel que défini dans le Prospectus) si cette personne n'est pas déjà enregistrée en cette qualité;

(d) aboutit ou aboutirait au traitement des avoirs de la Société comme de «plan assets» pour les besoins de ERISA (tel que défini dans le Prospectus) et de la section 4975 du Code (tel que défini dans le Prospectus); ou

(e) aboutit ou aboutirait au traitement de la Société comme «publicly traded partnership» au sens de la section 7704 du Code et des réglementations promulguées en application de celle-ci (chaque événement décrit dans les sous-clauses (1) et (2) ci-dessus étant un Événement Prohibé (Prohibited Event))."

- et 2) par la modification du point (3) (ii) qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"(ii) le prix auquel les Actions spécifiées dans tout Avis de Rachat seront rachetées (appelé ci-après le «Prix de Rachat») pour un montant basé sur le Prix de Transaction des Actions de la Société de la Catégorie en question déterminé conformément à l'Article 21 des présentes, sous déduction de toutes commissions de rachat décrites dans le Prospectus, étant précisé que le montant à soustraire pour calculer le Prix de Transaction ajouté au montant prélevé au titre des commissions de rachat ne devra pas être supérieur à 5% de la VNI des Actions sujettes à rachat;"

Deuxième résolution

Les Actionnaires DECIDENT DE modifier l'article 9 des Statuts par l'addition d'un deuxième et troisième paragraphe qui seront rédigés comme suit:

"Le Conseil d'Administration ne peut modifier un «Domaine Réservé» (tel que défini ci-dessous) qu'avec l'accord préalable des Actionnaires obtenu lors d'une assemblée générale des Actionnaires.

Aux fins de ce qui précède, «Domaine Réservé» signifie chacun des engagements suivants ayant trait aux opérations et affaires de la Société (tel que défini dans le Prospectus):

(i) le plafond absolu d'emprunt que la Société peut supporter;

(ii) la période d'engagement de 12 mois applicable aux Contrats de Souscriptions (tels que définis dans le Prospectus); et

(iii) l'obligation de la Société de racheter les Actions dans les 12 mois suivant la demande de rachat d'un Actionnaire auprès de la Société sauf Événement de Force Majeure (Force Majeure Event, tel que défini dans le Prospectus)."

Troisième résolution

Les Actionnaires DECIDENT DE modifier l'article 10 des Statuts par:

- 1) la suppression de "et pour la première fois en 2007" dans la première phrase qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la Société à Luxembourg ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 15 octobre de chaque année à 14h00 heures."

- et 2) la suppression de la troisième conjonction de coordination "ou" de la seconde ligne du troisième paragraphe qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"Des assemblées spéciales des Actionnaires de n'importe quelle Compartiment ou Catégorie, ou de plusieurs Compartiments ou Catégories pourront être convoquées par le Conseil d'Administration en vue de statuer sur des sujets ayant trait à ce ou ces Compartiments ou Catégories et/ou à une modification de leurs droits."

Quatrième résolution

Les Actionnaires DECIDENT DE modifier l'article 11 des Statuts par le remplacement de "Statuts" par "statuts (les "Statuts")" et décident de modifier l'ensemble des statuts de la société en conséquence.

Cinquième résolution

Les Actionnaires DECIDENT DE modifier les deuxième et troisième paragraphes de l'article 17 des Statuts qui seront dorénavant rédigés comme suit:

"Au cas où un administrateur ou fondé de pouvoir de la Société aurait un intérêt personnel dans une quelconque transaction de la Société, cet administrateur ou fondé de pouvoir devra informer le Conseil d'Administration de son intérêt personnel et il ne pourra pas prendre part aux délibérations ou prendre part au vote au sujet de cette transaction et rapport devra être fait sur une telle transaction et sur l'intérêt dudit administrateur ou fondé de pouvoir à la prochaine assemblée des Actionnaires conformément à l'article 57 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).

Toute relation ou intérêt dans une affaire, position ou transaction qui pourra exister avec Prudential Property Investment Managers Limited ou LaSalle Investment Management (Asia) Pte Ltd ou avec une de leurs sociétés affiliées ou toute personne, société ou entité telle que déterminée discrétionnairement de temps à autre par le Conseil d'Administration ne constituera pas par principe un «intérêt personnel» au sens du paragraphe précédent."

Sixième résolution

Les Actionnaires DECIDENT DE modifier l'article 21 des Statuts par:

- 1) la modification du deuxième paragraphe qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"Tout Actionnaire est en droit de demander le rachat de tout ou partie de ses Actions dans un Compartiment particulier après dissolution de ce Compartiment concerné. Le Conseil peut décider que les Actionnaires de certains Compartiments puissent se faire acheter leurs Actions plus fréquemment, les modalités de rachat pour ces Compartiments étant définies dans le Prospectus.

La Société peut, si l'exécution d'un ordre de rachat résulte en une détention d'Actions dans la Société d'un montant total ou d'un nombre d'Actions en dessous de la détention minimale applicable, telle que déterminée de temps à autre par le Conseil d'Administration et mentionnée dans le Prospectus, procéder au rachat de toutes les Actions restantes détenues par un Actionnaire.

La Société ne peut être tenue de racheter lors d'un jour de transaction tel que décrit dans le Prospectus de temps à autre (le « Jour de Transaction ») que dans la mesure où les liquidités sont disponibles dans le Compartiment concerné."

- 2) la modification du sixième paragraphe qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"Quelque soit le moment où la Société rachète des Actions, le prix auquel ces Actions seront racheté par la Société sera basé sur le Prix de Transaction par Actions de la Catégorie d'Actions concernée (tel que déterminé selon les dispositions décrites dans le Prospectus), déterminé au Jour de Transaction auquel le rachat est effectué tel que décrit dans le Prospectus, diminué de toute commission de rachat applicable et/ou le commission de sortie décrite dans le Prospectus, étant précisé que le montant à soustraire pour calculer le Prix de Transaction ajouté au montant prélevé au titre des commissions de rachat ne devra pas être supérieur à 5% de la VNI des Actions sujettes à rachat."

- et 3) le remplacement de "au premier paragraphe du" par "dans le" dans la première ligne du douzième paragraphe.

Septième résolution

Les Actionnaires DECIDENT DE modifier le point (x) de l'article 23 des Statuts par le remplacement de "Prix de Rachat" par "prix de rachat".

Huitième résolution

Les Actionnaires DECIDENT DE modifier le premier paragraphe de l'article 25 des Statuts qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"L'exercice social de la Société commence le 1^{er} juillet de chaque année et se termine le 30 juin de l'année suivante."

Neuvième résolution

Les Actionnaires DECIDENT DE modifier l'article 29 des Statuts qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"Toute question non réglée par ces Statuts sera régie conformément à la Loi de 1915 et à la Loi de 2002."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 15.00 heures.

Evaluation des frais

Les personnes nommées ci-dessus déclarent que les frais, dépenses, honoraires ou charges de quelque nature que ce soit, qui seront supportés par la Société comme conséquence de cet acte, sont estimés à EUR 2.000 (deux mille euros).

Le notaire instrumentaire, qui comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la requête des personnes comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en langue française ; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu par les personnes comparantes, toutes connues du notaire par leurs prénoms, noms, état civil et lieu de résidence, lesdites personnes signent avec nous, notaire, le présent acte à la date ci-dessus mentionnée.

Signé: A. Mounier, E. Avice, B. Salvat-Winter, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg A.C, le 7 novembre 2008, LAC/2008/45097. — Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2008.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2008145579/220/453.

(080171102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2008.

Maanen & Mantel, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1244 Luxembourg, 88, rue François Boch.

R.C.S. Luxembourg B 6.620.

Im Jahre zweitausendacht, den dreizehnten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul DECKER im Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1.- Herr Cornelis Vanderschilden, Geschäftsmann, wohnhaft in L-1244 Luxembourg, 88, rue François Boch und

2.- Herr Jacob Vanderschilden, Geschäftsmann, wohnhaft in L-7254 Bereldange, 90, rue de Steinsel

beide hier vertreten durch Herr Pierre HOFFMANN, berufsansässig in L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift gegeben am 29. Oktober 2008,

welche Vollmacht, nach gehöriger ne varietur Paraphierung durch den Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleiben um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparenten, vertreten wie eingangs erwähnt, dem amtierenden Notar Nachfolgendes auseinandersetzen:

Daß sie die alleinigen Anteilhaber welche das gesamte Kapital vertreten der Gesellschaft mit beschränkter Haftung MAANEN & MANTEL mit Sitz in L-1244 Luxembourg, 88, rue François Boch,

gegründet unter Urkunde aufgenommen unter Privatschrift am 1. Januar 1964, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 10 vom 8. Februar 1964,

eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg Sektion B unter Nummer B 6.620.

Alsdann bat der Komparent, handelnd wie eingangs erwähnt, den amtierenden Notar die nachfolgenden einstimmig genommenen Beschlüsse der Anteilhaber, welche das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, zu beurkunden wie folgt:

Erster Beschluss

Die Anteilhaber beschliessen die Gesellschaft MAANEN & MANTEL aufzulösen und in Liquidation zu setzen.

Zweiter Beschluss

Die Anteilhaber beschliessen Herr Cornelis Vanderschilden, vorbenannt, zum Liquidator der Gesellschaft zu ernennen mit allen rechtlichen Befugnissen die in Artikel 144 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 wie abgeändert vorgesehen sind.

Der Liquidator kann in Ausübung seines Mandats alle in Artikel 145 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Befugnisse ausüben ohne dass eine spezielle Vollmacht der Anteilhaber diesbezüglich vorliegt oder bedingt ist.

Der Liquidator ist vom Inventar entbunden und kann sich auf die Buchungsunterlagen der Gesellschaft stützen.

Der Liquidator kann, unter seiner Verantwortung und für eine von ihm bestimmte Dauer, einen oder mehrerer Vollmachtnehmer beauftragen, mit den von ihm ermessenen Vollmachten für die Ausführung einzelner Geschäfte.

Kostenabschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlaß gegenwärtiger Beurkundung entstehen, sind abgeschätzt auf 800,-EUR.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben die Mitglieder des Büros, zusammen mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. HOFFMANN, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 novembre 2008. Relation: LAC/2008/45654. — Reçu € 12.- (douze euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf stempelfreies Papier erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 18. November 2008.

Paul DECKER.

Référence de publication: 2008145157/206/47.

(080170962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2008.

Eolis Medi@ Company, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6944 Niederanven, 11A, rue Michel Lentz.

R.C.S. Luxembourg B 87.844.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/11/2008.

Fiduciaire Hellers, Kos & Associés, Sarl, Luxembourg

Référence de publication: 2008144320/7262/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2008, réf. LSO-CW03294. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080169541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2008.

KGM Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie.

R.C.S. Luxembourg B 102.221.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Paul DECKER

Notaire

Référence de publication: 2008144792/206/12.

(080170372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Babcock & Brown Riva Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 112.876.

Extrait des résolutions prises par l'associés de la société en date du 28 octobre 2008

Par les résolutions écrites du 28 octobre 2008, les associés de la société ont décidé:

- D'accepter la démission de Christian Terberger en tant que gérant de la Société, prenant effet le 31 octobre 2008;
- De changer l'adresse de Mr. Mark Dunstan de son adresse privée 18, rue Michel Lentz, L-1928 Luxembourg à son adresse professionnelle au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg;
- De changer l'adresse de Mr. Mark Hatherly de son adresse privée 98, avenue du Bois, L-1250 Luxembourg à son adresse professionnelle au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg.

En conséquence, le conseil de Gérance de la Société se compose de:

- Mr. Mark Hatherly, demeurant professionnellement au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg;
- Mr. David Dujacquier, demeurant professionnellement au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg;
- Mr. Mark Dunstan, demeurant professionnellement au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008144857/9244/23.

Enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 2008, réf. LSO-CW01070. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Compulease Anstalt AG, Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}.

R.C.S. Luxembourg B 142.894.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendacht, den dreiundzwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichnenden Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Grossherzogtum Luxemburg),

versammelt sich die ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft „Compulease A. AG“, mit Sitz in Vaduz, Fürstentum Liechtenstein, mit Adresse in FL-9496 Balzers, Fürstentum Liechtenstein, Zweistaepfle 6, eingetragen im Öffentlichkeitsregister Liechtenstein-Hauptregister unter der Nummer FL-0001.071.181-5, welche 1979 als Anstalt gegründet wurde und per Urkunde vom 15. September 2008 in eine Aktiengesellschaft umgewandelt wurde.

Die Sitzung wird unter dem Vorsitz von Herrn Paul MARX, docteur en droit, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, eröffnet.

Der Vorsitzende bestimmt Frau Valérie BERNS, Privatangestellte, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, zur Sekretärin.

Die Generalversammlung erwählt Herrn David SANA, maître en droit, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, zum Stimmzähler.

Die in dieser Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre, sowie die Zahl der in ihrem Besitz befindlichen Aktien wurden in eine Anwesenheitsliste eingetragen, welche von den anwesenden Aktionären und den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre unterzeichnet wurde.

Die Mitglieder der Generalversammlung erklären, dass sie sich auf diese Liste, welche die Mitglieder des Büros aufgestellt haben, beziehen.

Die erwähnte Anwesenheitsliste wird nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch die Mitglieder des Büros und den unterzeichnenden Notar von diesem aufbewahrt werden.

Die Vollmachten bleiben nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten, die Mitglieder des Büros und den unterzeichnenden Notar gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Der Vorsitzende erklärt und die Generalversammlung stellt fest:

A) Dass diese ausserordentliche Generalversammlung folgende Tagesordnung hat:

Tagesordnung:

1) Verlegen des Gesellschaftssitzes von Vaduz, Fürstentum Liechtenstein, nach L-2210 Luxembourg, Grossherzogtum Luxemburg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}, Annahme der luxemburger Nationalität, des Namens „Compulease Anstalt AG“, als Ort und Datum der jährlichen Generalversammlung Luxemburg, den 17. Mai um 9.00 Uhr, sowie folgender der luxemburger Gesetzgebung angepasste Satzung in deutscher und englischer Sprache, wobei die deutsche Version im Falle von Abweichungen massgebend sein wird.

„Titel I - Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Unter der Bezeichnung "Compulease Anstalt AG" wird hiermit eine Aktiengesellschaft gegründet.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt.

Er darf durch Verwaltungsratsbeschluss an jeden anderen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer oder wirtschaftlicher Natur eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Dieser Beschluss soll jedoch die luxemburgische Staatsangehörigkeit nicht beeinflussen. Die Sitzverlegung soll Drittpersonen durch das Organ der Gesellschaft mitgeteilt werden, welches unter den gegebenen Umständen hierzu am besten befähigt ist.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, die Verwaltung, die Verwertung und die Veräußerung von Beteiligungen in irgendwelcher Form an anderen in- und ausländischen Gesellschaften. Sie kann auch Anleihen aufnehmen und den Gesellschaften, an denen sie direkt oder indirekt beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren.

Des weiteren kann die Gesellschaft alle sonstigen Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Zeichnung, Kauf, Tausch oder sonst wie, und dieselben durch Verkauf, Tausch oder sonst wie veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und Lizenzen, sowie davon abgeleitete oder dieselben ergänzende Rechte erwerben, verwerten und veräußern.

Zweck der Gesellschaft ist außerdem der Erwerb, die Verwaltung, die Verwertung und die Veräußerung von sowohl in Luxemburg als auch im Ausland gelegenen Immobilien.

Generell kann die Gesellschaft alle kaufmännische, gewerbliche und finanzielle Geschäfte beweglicher und unbeweglicher Natur tätigen, die obengenannte Zwecke fördern oder ergänzen.

Titel II - Kapital, Aktien

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-) aufgeteilt in fünfzig (50) Aktien mit einem Nennwert von je eintausend Euro (EUR 1.000,-).

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft darf im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Das Gesellschaftskapital darf den gesetzlichen Bedingungen entsprechend erhöht oder reduziert werden.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer je Aktie an. Wenn eine oder mehrere Aktie(n) gemeinschaftlich besitzen werden oder wenn das Eigentum dieser Aktie(n) bestritten wird, dann müssen diejenigen, die ein Recht auf diese Aktie(n) fordern, eine Person bestimmen, welche diese Aktie(n) der Gesellschaft gegenüber vertritt. Andernfalls sind die Rechte aus dieser/ diesen Aktie(n) ausgesetzt.

Titel III - Verwaltung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche entweder zur Kategorie A oder zur Kategorie B gehören und welche keine Aktionäre sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären anlässlich einer Generalversammlung ernannt. Die Generalversammlung bestimmt ihre Vergütung sowie die Laufzeit ihres Mandates. Diese Laufzeit darf sechs Jahre nicht überschreiten und die Verwaltungsratsmitglieder bleiben bis zur Wahl ihrer Nachfolger im Amt. Die Verwaltungsratsmitglieder dürfen für mehrere aufeinander folgende Laufzeiten wiedergewählt werden.

Wenn anlässlich einer Generalversammlung festgestellt wird, dass die Gesellschaft nur mehr einen Aktionär hat, dann darf der Verwaltungsrat bis zur nächsten jährlichen Generalversammlung, anlässlich welcher festgestellt wird, dass die Gesellschaft wiederum mehr als einen Aktionär hat, auf ein Mitglied begrenzt sein.

In diesem Fall übt das alleinige Verwaltungsratsmitglied die Befugnisse des Verwaltungsrates aus.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates darf zu jeder Zeit mit oder ohne Angabe von Gründen durch die Generalversammlung abberufen werden.

Wird ein Verwaltungsratsmandat durch den Tod eines Verwaltungsratsmitgliedes, seine Versetzung in den Ruhestand oder sonstwie frei, dann darf dieses Mandat provisorisch bis zur nächsten Generalversammlung gemäss den geltenden gesetzlichen Bestimmungen besetzt werden.

Art. 7. Der Verwaltungsrat wird unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Wenn dieser verhindert ist, wird er durch das älteste Verwaltungsratsmitglied ersetzt.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder vom ältesten Verwaltungsratsmitglied, falls dieser verhindert ist, so oft einberufen wie es das Interesse der Gesellschaft verlangt. Er muss einberufen werden, wenn zwei Verwaltungsratsmitglieder dies fordern.

Jedes Verwaltungsratsmitglied darf sich anlässlich jeder Sitzung des Verwaltungsrates durch ein anderes Mitglied, welches es schriftlich durch Telegramm, Telex oder Fax bestimmt hat, vertreten lassen. Jedes Verwaltungsratsmitglied darfeinen oder mehrere Kollegen vertreten.

Der Verwaltungsrat kann nur beraten und rechtsgültig handeln, wenn eine Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Verwaltungsrates müssen von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder angenommen werden. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden entscheidend.

Verwaltungsratsbeschlüsse dürfen auch im Zirkularverfahren getroffen werden, wobei die Unterschriften der verschiedenen Mitglieder auf mehrere Exemplaren des schriftlichen Beschlusses gesetzt werden dürfen.

Jedes Verwaltungsratsmitglied darf an einer Verwaltungsratsitzung per Telefon-, Videokonferenzschaltung oder andere ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, welche allen Teilnehmern erlauben, sich gegenseitig zu hören. Die Teilnahme an einer Sitzung aufgrund dieser Mittel ist mit einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleichzusetzen.

Art. 8. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Verwaltungs- und Veräußerungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes vorzunehmen. Alles was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, unter den gesetzlichen Bedingungen Vorschüsse auf Dividenden auszuzahlen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird durch die Kollektivunterschrift eines Verwaltungsratsmitgliedes der Kategorie A zusammen mit einem Verwaltungsratsmitglied der Kategorie B rechtsgültig verpflichtet oder im Falle eines Verwalters durch dessen Einzelunterschrift. Im Falle der Befugnisübertragung oder Vollmachterteilung durch den Verwaltungsrat im Rahmen des Artikels 10 dieser Satzung müssen spezielle Beschlüsse über die Unterschriftsberechtigung vorliegen.

Art. 10. Der Verwaltungsrat darf seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäftsführung einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, welche delegierte Verwaltungsratsmitglieder genannt werden, übertragen.

Der Verwaltungsrat darf ebenfalls die Führung der Gesellschaft oder einer Einzelabteilung einem oder mehreren Direktoren übertragen und Spezialvollmachten für bestimmte Angelegenheiten einem oder mehreren Bevollmächtigten erteilen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Art. 11. Streitfälle, an denen die Gesellschaft als Kläger oder Beklagter beteiligt ist, werden im Namen der Gesellschaft vom Verwaltungsrat abgewickelt, welcher durch seinen Vorsitzenden oder durch das speziell für diesen Zweck bestimmte Verwaltungsratsmitglied vertreten wird.

Titel IV - Aufsicht

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche die Generalversammlung der Aktionäre ernannt. Die Generalversammlung bestimmt außerdem ihre Zahl und ihre Vergütung sowie ihre Amtszeit, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Titel V - Generalversammlung

Art. 13. Die Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die ausgedehntesten Befugnisse, um Anweisungen zu geben und Handlungen im Zusammenhang mit Operationen der Gesellschaft auszuführen und zu ratifizieren, insofern diese Satzung keine gegenteiligen Bestimmungen diesbezüglich enthält.

Die jährliche Generalversammlung wird in Luxemburg am siebzehnten Mai um 9.00 Uhr an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort stattfinden.

Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, dann wird die Generalversammlung am darauffolgenden Arbeitstag stattfinden.

Andere Generalversammlungen dürfen an dem in dem jeweiligen Einberufungsschreiben angegebenen Ort und Datum stattfinden.

Jede Aktie gewährt eine Stimme. Jeder Aktionär darf an Generalversammlungen teilnehmen indem er einer anderen Person schriftlich, per Fax, E-mail oder jedes andere ähnliche Kommunikationsmittel Vollmacht erteilt.

Wenn alle Aktionäre in der Generalversammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, die Tagesordnung zu kennen, dann darf die Versammlung ohne Einberufungsschreiben oder vorherige Veröffentlichung erfolgen.

Wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, dann übt dieser die Befugnisse der Generalversammlung aus.

Titel VI - Geschäftsjahr, Gewinnverteilung

Art. 14. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom 1. Januar bis zum 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 15. Der positive Saldo der Gewinn- und Verlustrechnung nach Abzug der allgemeinen Unkosten und der Abschreibungen bildet den Reingewinn der Gesellschaft. Jedes Jahr werden fünf Prozent des Reingewinns vorweggenommen und der gesetzlichen Rücklage zugeführt. Diese Vorwegnahmen und Zuführungen sind nicht mehr zwingend vorgeschrieben, wenn die Rücklage zehn Prozent des Kapitals erreicht hat, müssen jedoch wieder einsetzen bis zu seiner vollständigen Wiederherstellung, wenn der Rücklagefonds zu einem gegebenen Zeitpunkt aus welchem Grund auch immer in Anspruch genommen worden ist.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Titel VII - Auflösung, Liquidation

Art. 16. Die Gesellschaft kann durch einen Generalversammlungsbeschluss der Aktionäre aufgelöst werden. Ein oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ernannt von der Generalversammlung der Aktionäre, welche ihre Befugnisse und Vergütungen bestimmt, führen die Liquidation durch.

Titel VIII - Allgemeine Bestimmungen

Art. 17. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschließlich der Änderungsgesetze, finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet."

2) Beenden der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder, der Herren Heinz KLAUZ und David VOGT, sowie Beschlussfassung über ihre Entlastung.

3) Ernennung der Herren Jean FELL, Verwalter von Gesellschaften, geboren am 9. April 1956 in Echternach, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, und Cornelius Martin BECHTEL, Verwalter von Gesellschaften, geboren am 11. März 1968 in Emmerich, Deutschland, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, als Verwaltungsratsmitglieder der Kategorie A bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2014.

4) Ernennung des Herrn Heinz KLAUZ, Verwalter von Gesellschaften, geboren am 16. Januar 1958 in Widnau, Schweiz, wohnhaft in 5628 Aristau, Schweiz, Moosweg 10, als Verwaltungsratsmitglied der Kategorie B bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2014.

5) Ernennung des Herrn Heinz KLAUZ zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates.

6) Ernennung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung COMCOLUX S.à.r.l., H.G.R. Luxemburg B 58545, mit Sitz in L-1331 Luxemburg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, zum Kommissar bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2014.

7) Verschiedenes.

B) Dass in dieser Generalversammlung das gesamte Kapital anwesend oder vertreten ist, so dass sie ordnungsgemäss zusammengesetzt ist und rechtsgültig über die Tagesordnungspunkte befinden darf.

C) Dass von dem üblichen Einberufungsverfahren abgesehen werden konnte, da die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, welche alle Aktien halten, sich als ordnungsgemäss einberufen ansehen und des Weiteren erklären, dass sie über die Tagesordnung, welche ihnen im Voraus unterbreitet wurde, in Kenntnis gesetzt worden sind.

Daraufhin schneidet die Generalversammlung die Tagesordnung an und fasst nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, den Gesellschaftssitz von Vaduz, Fürstentum Liechtenstein, nach L-2210 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, 54, boulevard Napoleon 1^{er}, zu verlegen, die luxemburger Nationalität, den Namen „Compulease Anstalt AG“, als Ort und Datum der jährlichen Generalversammlung Luxemburg, den 17. Mai um 9.00 Uhr, sowie die in Punkt 1) der Tagesordnung festgehaltene Satzung in deutscher und englischer Sprache anzunehmen, wobei die deutsche Version im Falle von Abweichungen massgebend sein wird.

Ein Bericht ist von der Aktiengesellschaft Grant Thornton Lux Audit S.A., H.G.R. Luxemburg B 43298, mit Sitz in L-8308 Capellen, 83, Pafebruch, erstellt worden und bestätigt, dass der Nettowert der Aktiva der Gesellschaft mindestens gleich dem Kapital von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-) ist.

Dieser Bericht schlussfolgert: „Based on our work, no facts came to our attention, which will make us believe that the global value of the Company is not in relation with the amount of the subscribed share capital.“

Nach "ne varietur" Unterzeichnung durch die Mitglieder des Büros und den unterzeichnenden Notar wird dieser Bericht gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Zwischenbilanz der Gesellschaft vom 16. September 2008, welche "ne varietur" durch die Mitglieder des Büros und den unterzeichnenden Notar unterzeichnet worden ist und einen Nettowert der Aktiva von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-) ausweist, wird ebenfalls gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder, der Herren Heinz KLAUZ und David VOGT, zu beenden und ihnen volle und uneingeschränkte Entlastung für ihre Verwaltungstätigkeit zu erteilen.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, die Herren Jean FELL, Verwalter von Gesellschaften, geboren am 9. April 1956 in Echternach, Grossherzogtum Luxemburg, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, und Cornelius Martin BECHTEL, Verwalter von Gesellschaften, geboren am 11. März 1968 in Emmerich, Deutschland, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, als Verwaltungsratsmitglieder der Kategorie A bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2014 zu ernennen.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, Herrn Heinz KLAUZ, Verwalter von Gesellschaften, geboren am 16. Januar 1958 in Widnau, Schweiz, wohnhaft in CH-5628 Aristau, Schweiz, Moosweg 10, als Verwaltungsratsmitglied der Kategorie B bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2014 zu ernennen.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, Herrn Heinz KLAUZ zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates zu ernennen.

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, die Gesellschaft mit beschränkter Haftung COMCOLUX S.à.r.l., H.G.R. Luxemburg B 58545, mit Sitz in L-1331 Luxemburg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, zum Kommissar bis zum Ende der statutarischen Generalversammlung des Jahres 2014 zu ernennen.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt eintausendneunhundertfünfzig EURO veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Sitzung aufgehoben.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher die deutsche und die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit, dass auf Antrag des Bevollmächtigten diese Urkunde in deutscher Sprache verfasst ist, gefolgt von einer englischen Übersetzung. Auf Antrag desselben Bevollmächtigten und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die deutsche Version massgebend.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienenen Parteien, dem unterzeichnenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde zusammen mit dem Notar unterschrieben.

Follows the English version of the present deed:

In the year two thousand and eight, on the twenty third day of October.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited company "Compulease A. AG", with registered office at Vaduz, Principality of Liechtenstein, with address at FL-9496 Balzers, Principality of Liechtenstein, Zweistaepfle 6, entered in the "Öffentlichkeitsregister Liechtenstein-Hauptregister" under the number FL-0001.071.181-5, incorporated as "Anstalt" in 1979 and transformed into a public limited company (Aktiengesellschaft) by deed of September 15, 2008.

The meeting is opened by Mr. Paul MARX, docteur en droit, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, being in the chair.

The chairman appoints as secretary Mrs. Valérie BERNS, private employee, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

The meeting elects as scrutineer Mr. David SANA, maître en droit, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

The shareholders present or represented at this meeting as well as the number of shares owned by them are shown on an attendance list, which has been signed by the shareholders present and by the proxyholders of the represented shareholders.

The members of the general meeting declare that they refer to said list which has been established by the members of the board of the meeting.

This attendance list, signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the undersigned notary, will be kept at the latter's office.

The proxies signed "ne varietur" by the proxyholders, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed in order to be recorded with it.

The chairman declares and the meeting ascertains:

A) That the agenda of this extraordinary general meeting is the following:

Agenda:

1) Transfer of the company's registered office from Vaduz, Principality of Liechtenstein, to L-2210 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}, adoption of the Luxembourg nationality, of the name "Compulease Anstalt AG", as place and date of the annual general meeting Luxembourg, the 17th of Mai at 9.00 a.m., as well as of the following articles of association adapted to the Luxembourg legislation in German and English; the German version prevailing in case of divergences.

"Title I. Denomination, registered office, object, duration

Art. 1. There is hereby established a société anonyme under the name of "Compulease Anstalt AG".

Art. 2. The registered office of the corporation is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the city of Luxembourg by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The corporation is established for an unlimited period.

Art. 4. The object of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licences as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Title II. Capital, shares

Art. 5. The corporate capital is set at fifty thousand Euro (EUR 50,000.-) divided into fifty (50) shares with a nominal value of one thousand Euro (EUR 1,000.-) each.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares are and remain in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

The company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the company.

The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Title III. Management

Art. 6. The company shall be managed by a board of directors composed of at least three directors, either of the category A or of the category B, who need not be shareholders of the company. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting which shall determine their remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. The directors may be re-elected for consecutive terms of office.

If, at a general meeting of shareholders, it is noted that the company only has one shareholder, the composition of the board of directors may be limited to one sole director until the next annual general meeting at which it is noted that the company has (again) more than one shareholder.

In this case, the sole director exercises the powers devolving on the board of directors.

Any director may be removed at any time with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, in compliance with the applicable legal provisions.

Art. 7. The board of directors will elect from among its members a chairman. When he is prevented, he is replaced by the eldest director.

The board of directors convenes upon call by the chairman or by the eldest director, when the chairman is prevented, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by telegram, telex or facsimile another director as his proxy. A director may represent one or more of his colleagues.

The board of directors can deliberate or act validly only if a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In case of a tie in votes, the vote of the chairman of the meeting will be decisive.

Board resolutions can also be taken by circular letter, the signatures of the different board members may be apposed on several exemplars of the board resolution in writing.

Any director may also participate in any meeting of the board of directors by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 8. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object. All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

Art. 9. The company will be bound in any circumstances by the joint signatures of a director of the category A together with a director of the category B, or in case of sole director by his sole signature. In case of delegation of powers or proxies given by the board of directors pursuant to article 10 of the present articles of association special decisions must have been reached concerning the authorized signature.

Art. 10. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the corporation to one or more directors, who will be called managing directors.

The board of directors may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigations involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

Title IV. Supervision

Art. 12. The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders, which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Title V. General meeting

Art. 13. The general meeting of shareholders of the company represents all the shareholders of the company. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the company, unless the present articles of association provide otherwise.

The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the seventeenth of May at 9.00 a.m.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Other general meetings of shareholders may be held at such places and dates as may be specified in the respective notices of meeting.

Each share entitles one vote. Each shareholder may participate to the meetings of the shareholders by appointing in writing, by telecopy, email or any other similar means of communication, another person as his proxy-holder.

If all shareholders are present or represented at a meeting of the shareholders, and if they declare knowing the agenda, the meeting may be held without convening notice or prior publication.

If the company only has one sole shareholder, the latter exercises the powers devolving on the general meeting.

Title VI. Accounting year, allocation of profits

Art. 14. The accounting year of the corporation shall begin on January 1 and shall terminate on December 31 of the same year.

Art. 15. After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five percent shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent of the capital of corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII. Dissolution, liquidation

Art. 16. The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders, which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII. General provisions

Art. 17. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th 1915 on commercial companies and the amendments hereto."

2) Termination of the mandates of the directors, Messrs. Heinz KLAUZ and David VOGT, and discharge.

3) Appointment of Messrs. Jean FELL, company director, born on April 9, 1956 in Echternach, Grand-Duchy of Luxembourg, residing professionally in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, and Cornelius Martin BECHTEL, company director, born on March 11, 1968 in Emmerich, Germany, in Echternach, residing professionally in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as A directors until the end of the statutory general meeting of 2014.

4) Appointment of Mr. Heinz KLAUZ, company director, born on January 16, 1958 in Widnau, Switzerland, residing in 5628 Aristau, Switzerland, Moosweg 10, as B director until the end of the statutory general meeting of 2014.

5) Appointment of Mr. Heinz KLAUZ as chairman of the board of directors.

6) Appointment of the private limited company COMCOLUX S.à.r.l., R.C.S. Luxembourg B 58545, with registered office at L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as statutory auditor until the end of the statutory general meeting of 2014.

7) Sundry.

B) That the whole capital is present or represented at the present meeting so that it is duly constituted and may validly decide on the items of the agenda.

C) That the usual convening procedure could be disregarded because the present or represented shareholders, who hold all the shares, consider themselves as duly convened and declare furthermore that they have been advised about the agenda which has been submitted to them beforehand.

After the foregoing has been approved by the meeting, the latter has taken the following resolution unanimously:

136255

First resolution

The general meeting decides to transfer the company's registered office from Vaduz, Principality of Liechtenstein, to L-2210 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, 54, boulevard Napoleon 1^{er}, to adopt the Luxembourg nationality, the name "Compulease Anstalt AG", as place and date of the annual general meeting Luxembourg, the 17th of Mai at 9.00 a.m., as well as the articles of association mentioned in point 1) of the agenda in German and English; the German version prevailing in case of divergence.

A report has been drawn up by the public limited company Grant Thornton Lux Audit S.A., R.C.S. Luxembourg B 43298, with registered office at L-8308 Capellen, 83, Pafebruch, confirming that the net asset value of the company is at least equal to the capital of fifty thousand Euro (EUR 50,000.-).

The conclusion of this report is as follows:

"Based on our work, no facts came to our attention, which will make us believe that the global value of the Company is not in relation with the amount of the subscribed share capital."

The report, after having been signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The interim balance sheet of the company as of September 16, 2008, signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the undersigned notary and showing a net asset value of fifty thousand Euro (EUR 50,000.-), will also be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Second resolution

The general meeting decides to terminate the mandates of the directors, Messrs. Heinz KLAUZ and David VOGT, and to give them discharge for the performance of their mandates.

Third resolution

The general meeting decides to appoint Messrs. Jean FELL, company director, born on April 9, 1956 in Echternach, Grand-Duchy of Luxembourg, residing professionally in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, and Cornelius Martin BECHTEL, company director, born on March 11, 1968 in Emmerich, Germany, in Echternach, residing professionally in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as A directors until the end of the statutory general meeting of 2014.

Fourth resolution

The general meeting decides to appoint Mr. Heinz KLAUZ, company director, born on January 16, 1958 in Widnau, Switzerland, residing in CH-5628 Aristau, Switzerland, Moosweg 10, as B director until the end of the statutory general meeting of 2014.

Fifth resolution

The general meeting decides to appoint Mr. Heinz KLAUZ as chairman of the board of directors.

Sixth resolution

The general meeting decides to appoint the private limited company COMCOLUX S.à.r.l., R.C.S. Luxembourg B 58545, with registered office at L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as statutory auditor until the end of the statutory general meeting of 2014.

Expenses

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed is estimated at about one thousand nine hundred and fifty Euro.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the attorney, the present deed is worded in German followed by an English translation. On request of the same attorney and in case of divergences between the German and the English text, the German version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their surname, Christian name, civil status and residence, the appearing persons have signed together with us, the notary the present original deed.

Signé: MARX - BERNS - SANA - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 5 novembre 2008. Relation GRE/2008/4365. — Reçu Deux cent cinquante euros 0,5 %: 250,- €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

136256

Junglinster, le 7 novembre 2008.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2008144681/231/440.

(080170456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Absolute Care S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 102.999.

Résolution du Conseil d'Administration de la société, qui a eu lieu au Luxembourg le 15 septembre 2008

Liste de présence:

Peter Engelberg, Président

Gilles Wecker

Christer Carenfelt

Résolution

Le Conseil d'Administration décide d'approuver le transfert du siège social de la société du 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, au 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Il a été également résolu que le procès-verbal a été signé par le Président et un autre membre du Conseil d'Administration.

Aucun autre point n'étant porté à l'agenda, l'assemblée a été clôturée.

Signatures.

The Board of Directors resolved to move the registered office of the Company from 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, to 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

It was further resolved that these minutes be signed by the Chairman and one Board other director.

With no other matters on the agenda the meeting was closed.

Peter Engelberg / Gilles Wecker / Christer Carenfelt

President/ - / -

Référence de publication: 2008144829/1369/27.

Enregistré à Luxembourg, le 10 novembre 2008, réf. LSO-CW02897. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

GameStop Global Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 142.918.

STATUTES

In the year two thousand eight, on the thirty-first day of October.

Before Us Me Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

EB International Holdings, Inc., a corporation incorporated under the laws of Delaware, having its registered office at 103 Foulk Road, Suite 200, Wilmington, Delaware 19803, United States of America,

hereby represented by Me. Faruk DURUSU, avocat à la Cour, with professional address in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal on 30 October 2008.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation (the «Articles») of a «société à responsabilité limitée» (limited liability company) which such party declares to incorporate.

Form - Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a «société à responsabilité limitée», limited liability company (the «Company»), governed by the present Articles and by the Luxembourg law and in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "Law").

Art. 2. The Company will exist under the name of "GameStop Global Holdings S.à r.l."

Art. 3. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares, and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, to any affiliated companies or to any other company being part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the board of managers. The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles. The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad. In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration. The life of the Company does not come to an end by bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 6. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Share Capital - Shares

Art. 7. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (€ 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12500) shares, with a nominal value of one Euro (€ 1.-) each, all of which are fully paid up. In addition to the capital, there may be set up a premium account into which any premium amount paid on any share in addition to its nominal value (including any payment made on warrants attached to any shares, bonds, notes or similar instruments) is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 8. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. The shares are freely transferable among the shareholders. Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting. Furthermore, the provisions of articles 189 and 190 of the Law shall apply. The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 9. The Company shall have power to redeem its own shares. Such redemption shall be carried out by a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted by unanimous decision of the shareholders. However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable sums are available as regards the excess purchase price, it being understood that the amount may not exceed realized profits since the end of

the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles. Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

Management

Art. 10. The Company is managed by one or several managers. In case of plurality of managers, the managers will constitute a board of managers of at least 2 (two) persons and will be appointed as class A manager(s) and class B manager(s). The managers need not to be shareholders of the Company.

The managers shall be appointed, and their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole shareholder, by decision of the sole shareholder. The remuneration of the managers can be modified by a resolution taken at the same majority conditions. The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum remove and replace any manager.

In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or the sole manager (as the case may be).

The Company shall be bound by the signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of at least one class A manager and one class B manager.

The board of managers or the sole manager may, if absolutely required due to special/unforeseeable circumstances, sub-delegate its/his powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The board of managers/sole manager will determine its agent(s) power, duties and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency. The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 11. The managers do not contract in their functions any personal obligation concerning the commitments regularly taken by them in the name of the Company; as representatives of the Company, the managers are only responsible for the execution of their mandates.

Art. 12. The decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers. The board of managers shall choose from among its members a chairman. They may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers. The board of managers shall meet when convened by one manager. Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting. Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted. Notice can be given to each manager in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means. The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager. The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any meeting of the board of managers must take place in the Grand-Duchy of Luxembourg and shall require (i) the physical presence in Luxembourg of the majority of the managers and (ii) the physical presence in Luxembourg of at least one class A manager and one class B manager, which shall form a quorum. Provided that the quorum requirement above is met, any other manager, in addition to the quorum, may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager. Any and all managers, apart from those who are the quorum and must attend in person, may participate in a meeting of the board of managers by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Except as otherwise required by these Articles, decisions of the board are adopted by a majority of the managers present or duly represented, with a vote of at least one class A manager and one class B manager in favor of the decision. The establishment by the Company of offices and branches shall require the unanimous decision of the board of managers.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or two managers. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a board of managers' meeting. In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content. Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

General meetings of shareholders

Art. 13. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five. In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing. If the shareholders number exceeds twenty-five, the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case one general meeting shall be held at least annually in Luxembourg on within six months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

Art. 14. General meetings of shareholders are physically held in Luxembourg, are convened by the board of managers, failing which by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company. Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 15 (fifteen) days prior to the date of the meeting. All notices must specify the time and place of the meeting.

All participants to the general meetings of shareholders shall sign the minutes of the shareholders meetings.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice. Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who need not be shareholder. Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company. If this quorum is not formed at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letter to a second meeting. At this second meeting, resolutions will be taken at the majority of voting shareholders whatever portion of capital may be represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority in number of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Financial year - Annual Accounts

Art. 15. The Company's financial year begins on 1st of February and closes on 31st of January of the following year.

Art. 16. Each year, as of 1st of February, the board of managers, duly convened in Luxembourg, will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company. At the same time the board of managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 17. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account. If the shareholders number exceeds twenty-five, such inspection shall be permitted only during the fifteen days preceding the annual general meeting of shareholders.

Supervision of the company

Art. 18. If the shareholders number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire), who may or may not be shareholder(s). Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following appointment. At the end of this period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Where the thresholds determined by the Luxembourg laws are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the members of the «Institut des réviseurs d'entreprises».

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditor may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Dividend - Reserves

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company. Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital are decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 20. Notwithstanding the provisions of article nineteen, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers, and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 21. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder (as the case may be) must agree on the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

Art. 22. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) which shall determine their powers and remuneration. When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 23. The Company is governed by the laws of Luxembourg.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin on the date of incorporation and shall end on 31st January 2009.

Subscription - Payment

All the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares have been entirely subscribed by the appearing party, named above, and fully paid up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about one thousand six hundred Euros (EUR 1,600).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named appearing party, representing the entirety of the subscribed capital, held a general meeting of the sole shareholder, and acknowledging being validly convened, passed the following resolutions:

1) The Company will be administered by the following class A managers:

(i) Mr. Roy FONTAINE, Executive, born in South Dakota (USA) on 7 April 1942, with address at P/a 625, Westport Parkway, Grapevine, Texas 76051, United States of America;

(ii) Mr. Daniel A. DEMATTEO, Executive, born in Pennsylvania (USA) on 20 February 1948, with address at P/a 625, Westport Parkway, Grapevine, Texas 76051, United States of America; and

(iii) Mr. David W. CARLSON, Executive, born in Minnesota (USA) on 9 October 1962, with address at P/a 625, Westport Parkway, Grapevine, Texas 76051, United States of America.

2) The Company will be administered by the following class B managers:

(i) Ms. Christel DAMASO, Corporate Officer, born in Luxembourg on July 24, 1978, residing at 69, rue de Merl, L-2146, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg; and

(ii) Mrs. Jeni FITCH, Corporate Officer, born in Crewe, United Kingdom on 2nd July 1981, residing at 69, rue de Merl, L-2146, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The class A and class B managers are appointed for an undetermined duration.

In accordance with article ten of the Articles, the Company shall be bound by the joint signature of at least one class A manager and one class B manager.

3) The Company shall have its registered office at 102, rue des Maraîchers, L-2124, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holders, the latter signed with us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le trente et un octobre.

Par-devant nous, Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

EB International Holdings, INC., une société à responsabilité limitée régie et existant suivant les lois de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), ayant son siège social à 103 Foulk Road, Suite 200, Wilmington, Delaware 19803, Etats-Unis d'Amérique,

représentée par M^e Faruk DURUSU, avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé à lui délivrée le 30 octobre 2008.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts (les «Statuts»).

Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

Art. 2. La société existera sous la dénomination of "GameStop Global Holdings S.à r.l."

Art. 3. L'objet de la Société est l'acquisition de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou d'une quelconque autre manière des actions, parts ou autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôts et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par un émetteur public ou privé quel qu'il soit. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de toute nature ou origine.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, excepté par voie d'offre publique. Elle peut émettre sous forme de placement privé uniquement, des titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société peut accorder tous crédits y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, aux entités affiliées et aux autres sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses entités affiliées. La Société peut en outre mettre en gage, transférer, nantir ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

La Société peut généralement employer toutes techniques ou instruments relatifs à ses investissements aptes à réaliser une gestion efficace de ceux-ci y compris toutes techniques ou instruments aptes à protéger la Société contre les risques de crédit, cours de change, taux d'intérêts et autres risques.

La Société peut accomplir toutes opérations commerciales ou financières se rapportant directement ou indirectement aux domaines décrits ci-dessus dans le but de faciliter l'accomplissement de son objet social.

L'énumération qui précède est à comprendre au sens large et est purement énonciative et non limitative.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la commune de la ville de Luxembourg par décision du conseil de gérance. Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts. La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée. La faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 6. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les

actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées ou de l'associé unique s'il y a lieu.

Capital social - Parts sociales

Art. 7. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (12,500.- EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (1.- EUR) chacune, toutes entièrement souscrites. En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale (y compris tout paiement effectué sur des warrants attachés aux parts sociales, obligations, billets ou instruments similaires) seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 8. Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions et chaque associé a un nombre de droit de vote proportionnel aux nombres de parts qu'il détient. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi. Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Art. 9. La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales. Un tel rachat ne pourra être décidé que par une résolution unanime de l'assemblée générale extraordinaire des associés représentant la totalité du capital souscrit de la Société ou de l'associé unique (selon le cas). Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où la Société dispose de sommes distribuables suffisantes eut égard au surplus du prix de rachat, étant entendu que le montant n'excédera pas les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social augmenté par les bénéfices reportés et les réserves disponible moins les pertes et les sommes devant être attribuées à une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts. Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

Gérance

Art. 10. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, les gérants constituent un conseil de gérance d'au minimum 2 (deux) personnes et seront nommés gérant(s) de classe A et gérant(s) de classe B. Les gérants ne sont pas obligatoirement associés.

Les gérants sont nommés et leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des voix, ou en cas de gérant unique, par décision de ce gérant unique. La rémunération des gérants peut être modifiée par résolution de l'assemblée générale des associés prises dans les mêmes conditions de majorité. Les gérants peuvent être révoqués et remplacés à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes ou par une décision de l'associé unique.

Dans les rapports avec les tiers, les gérants ont tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La société sera engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralités de gérants, par la signature conjointe d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Le conseil de gérance, ou le gérant unique, peut, si absolument nécessaire en raison de circonstances spéciales/non prévues, subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc qui ne sont pas nécessairement associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de son/ces agent(s), la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat. Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 11. Les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires de la Société, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. Les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance. Le conseil de gérance désignera parmi ses membres un président. Il choisira également un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance. Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation faite par un gérant. Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature même de cette urgence devant être déterminée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à entreprendre. Les convocations peuvent être faites aux gérants par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié. Les réunions du conseil de gérance se tiendront

valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés. Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil de gérance.

Toute réunion du conseil de gérance doit se tenir au Grand-Duché de Luxembourg et requiert (i) la participation physique à Luxembourg de la majorité des gérants et (ii) la participation physique à Luxembourg d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B, ce qui formera un quorum. Pourvu que les conditions de quorum tel qu'indiquées ci-dessus sont respectées, tout autre gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme ou télex ou par tout autre moyen de communication approprié, un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants. Une fois le quorum réuni, tout autre gérant est réputé assister à une réunion du conseil de gérance s'il intervient par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication jugé approprié et permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment. Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Sous réserve de ce qui est autrement prévu par les statuts, les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou valablement représentés, avec le vote d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B en faveur de la décision. La Société peut établir des bureaux et des succursales sous réserve d'une décision unanime du conseil de gérance.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou deux gérants. Tout extrait ou copie de ce procès-verbal devra être signé par le président ou deux gérants.

Les résolutions approuvées et signées par tous les gérants ont le même effet que des résolutions adoptées à une réunion du conseil de gérance. Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent être documentées par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu. Les résolutions écrites peuvent être transmises par courrier ordinaire, fax, câble, télégramme, télex, par moyen électronique, ou par tout moyen de télécommunication approprié.

Assemblée générale des associés

Art. 13. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmis par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié. Chaque associé émettra son vote par écrit. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans ce cas une assemblée générale annuelle est tenue à Luxembourg dans les six mois suivant la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés se tient dans le Grand-duché de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 14. Les assemblées générales des associés, sont tenues physiquement à Luxembourg, sont convoquées par le conseil de gérance, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 15 (quinze) jours avant la date de l'assemblée. Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Tous les participants aux assemblées générales des associés doivent signer les procès verbaux d'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable. Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui peut ne pas être associé. Chaque associé a le droit de participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale, une seconde assemblée générale sera immédiatement convoquée par lettre recommandée. Lors de cette deuxième assemblée générale, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats concluent entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès-verbal ou établis par écrit.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 15. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} février et se termine le 31 janvier de l'année qui suit.

Art. 16. Chaque année, à partir du 1^{er} février, le conseil de gérance, dûment convoqué à Luxembourg, établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous

ses engagements, ainsi que les dettes du/des gérant(s), du/des commissaire(s) (s'il en existe) et du/des associé(s) envers la Société. Dans le même temps, le conseil de gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.

Art. 17. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, une telle communication ne sera autorisée que pendant les quinze jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

Surveillance de la société

Art. 18. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non. Chaque commissaire sera nommé pour une période expirant à la date de l'assemblée générale des associés suivant sa nomination. A l'expiration de cette période, le(s) commissaire(s) pourra/ pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas).

Lorsque les seuils déterminés par les lois luxembourgeoises seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés ou par l'associé unique (selon le cas) parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Dividendes - Réserves

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société. Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Les associés, à la majorité prévue par la Loi, ou l'associé unique (selon le cas) peuvent décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera distribué entre les associés au titre de dividendes au pro rata de leur participation dans le capital de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 20. Nonobstant les dispositions de l'article dix-neuf, l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (le cas échéant), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Dissolution - Liquidation

Art. 21. L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des voix telle que fixée par la Loi ou le cas échéant l'associé unique doivent donner leur accord à la dissolution ou la liquidation de la Société ainsi qu'aux termes et conditions de celle-ci.

Art. 22. La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale ou par l'associé unique (selon le cas) qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération. La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Loi applicable

Art. 23. La Société est régie par les lois luxembourgeoises.

Dispositions transitoires

Exceptionnellement le premier exercice social commencera le jour de la constitution pour finir le 31 janvier 2009.

Libération - Apports

Toutes les 12.500 (douze mille cinq cents) parts ont été souscrites par la partie comparante, ci-dessus nommée, et entièrement libérées par apport en numéraire, preuve en ayant été donnée au notaire.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille six cents euros (EUR 1.600).

Résolution de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) La Société sera gérée par les gérants de classe A suivants:

(i) Monsieur Roy FONTAINE, Directeur, né dans le Dakota du Sud (Etats-Unis d'Amérique) le 7 avril 1942, demeurant au P/a 625, Westport Parkway, Grapevine, Texas 76051, Etats-Unis d'Amérique;

(ii) Monsieur Daniel A. DEMATTEO, Directeur, né en Pennsylvanie (Etats-Unis d'Amérique) le 20 février 1948, demeurant au P/a 625, Westport Parkway, Grapevine, Texas 76051, Etats-Unis d'Amérique; et

(iii) Monsieur David W. CARLSON, Directeur, né dans le Minnesota (Etats-Unis d'Amérique) le 9 octobre 1962, demeurant au P/a 625, Westport Parkway, Grapevine, Texas 76051, Etats-Unis d'Amérique.

2) La Société sera gérée par les gérants de classe B suivants:

(i) Madame Christel DAMASO, gérante de sociétés, née à Luxembourg le 24 juillet 1978, demeurant professionnellement au 69, rue de Merl, L-2146, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

(ii) Madame Jeni FITCH, gérante de sociétés, née à Crewe, Royaume-Uni le 2 juillet 1981, demeurant professionnellement au 69, rue de Merl, L-2146, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Les gérants de classe A et les gérants de classe B sont nommés pour une durée indéterminée.

Conformément à l'article 10 des Statuts, la Société est engagée par la signature conjointe d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B

3) Le siège social de la Société est établi au 102, rue des Maraîchers, L-2124, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. Durusu, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 novembre 2008, LAC/2008/45094. — Reçu à 0,5%: soixante-deux euros cinquante cents (€ 62,50).

Le Receveur (signé): Fr. Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2008.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2008145137/220/505.

(080171052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2008.

HSCL, Heintzmann Steel Center Luxembourg GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5652 Mondorf-les-Bains, 1, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 142.880.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendacht, am zehnten November.

Vor uns M^e Paul DECKER, Notar mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1. Die Gesellschaft „HEINTZMANN HOLDING GmbH“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend unter deutschem Recht, mit Gesellschaftssitz in Bessemer Strasse Nr. 80, D-44703 Bochum,

hier vertreten durch Herrn Christian VISILIT, ansässig in Bad-Mondorf,

auf Grund einer ihm, in Bochum (D) am 10. November 2008, erteilten Vollmacht, welche Vollmacht, nachdem sie von dem Vollmachtnehmer der vorerwähnten Partei „ne varietur“ unterzeichnet wurde, bleibt gegenwärtiger Urkunde beibehalten um mit derselben einregistriert zu werden.

und

2.- Herr Mahmoud Reza SAREMI, Architekt, geboren in Malayeb, am 23. Juli 1960, wohnhaft in 24 rue Marie-Adelaide, L-2128 Luxemburg.

Welche Komponenten, handelnd wie erwähnt, ersuchen den unterzeichneten Notar, die Satzungen einer von ihnen zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden.

Die Unterzeichneten gründen hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, der sie die nachstehende Satzung, sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde legen.

Art. 1. Firma, Sitz, Geschäftsjahr.

1. Die Firma der Gesellschaft lautet Heintzmann Steel Center Luxembourg GmbH in Abkürzung „HSCL“
2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Bad Mondorf (Großherzogtum Luxemburg).
3. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.

Art. 2. Gegenstand.

1. Gegenstand der Gesellschaft sind:
 - 1.1 der Ankauf und der Verkauf von Stahl, von Eisenprodukten und von allen anderen Produkten, die direkt oder indirekte mit diesem Gesellschaftszweck verbunden sind,
 - 1.2 der Erwerb, die Verwaltung und die Veräußerung von Beteiligungen und Wertpapieren,
 - 1.3 der Handel mit Erzeugnissen aller Art.
2. Im Rahmen der Bestimmungen für Handelsgesellschaften des Luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 kann die Gesellschaft sämtliche Geschäfte betreiben, die zur Erreichung dieses Zwecks geeignet erscheinen. Sie kann sich auch an ähnlichen Unternehmen beteiligen oder solche erwerben, insbesondere kann sie sich an Unternehmen aus dem Bereich der Stahlproduktion beteiligen oder solche erwerben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit vereinbart.

Art. 4. Stammkapital.

1. Das Stammkapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12'500.-EUR), eingeteilt in zehn (10) Anteile zu je eintausendzweihundertfünfzig Euro (1'250.- EUR). Jeder Anteil ist proportional am Vermögen und am Gewinn der Gesellschaft beteiligt.
2. Am Stammkapital sind beteiligt:
 - a.- Heintzmann Holding GmbH, Bochum (Deutschland) mit einer Stammeinlage in Höhe von: 6 Anteilen (7'500.- Euro)
 - b.- Herr Réza Saremi, mit einer Stammeinlage in Höhe von: 4 Anteilen (5'000.- Euro)
3. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit unter den in Artikel 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgesetzten Bedingungen erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 5. Geschäftsführung.

1. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Geschäftsführer werden von der Gesellschafterversammlung ernannt. Zum Geschäftsführer können sowohl Gesellschafter als auch Dritte bestellt werden.
2. Jeder Geschäftsführer vertritt die Gesellschaft allein. Die Rechte und Pflichten des Geschäftsführers ergeben sich aus dem Gesetz, dem Anstellungsvertrag und den von den Gesellschaftern gegebenen Anweisungen.
3. Die Geschäftsführung bedarf eines zustimmenden Gesellschafterbeschlusses für Geschäfte, die über den gewöhnlichen Betrieb des Unternehmens hinausgehen.
4. Durch Gesellschafterbeschluss kann eine Geschäftsordnung für die Geschäftsführung erlassen werden. Des weiteren kann durch Gesellschafterbeschluss die Geschäftsverteilung innerhalb der Geschäftsführung geregelt werden.
5. Bei der Ausübung ihres Amtes gehen der oder die Geschäftsführer keinerlei persönliche Verpflichtung ein.
6. Im Falle der vorübergehenden Verhinderung der Geschäftsführung, können die Geschäfte durch zwei Gesellschafter geführt werden.

Art. 6. Jahresabschluss und Gewinnverwendung.

1. Zum 31. Dezember eines jeden Jahres erstellt die Geschäftsführung den Jahresabschluss.
2. Über die Feststellung des Jahresabschlusses (Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung), sowie über die Verwendung des Reingewinns, die Deckung eines Verlusts und die Entlastung der Geschäftsführung beschließen die Gesellschafter im Rahmen einer Gesellschafterversammlung.
3. Der Jahresabschluss wird von der Geschäftsführung nach den Grundsätzen ordnungsmäßiger kaufmännischer Buchführung und Bilanzierung aufgestellt; der Jahresabschluss ist auf Verlangen eines Gesellschafters durch einen Sachverständigen (Abschlußprüfer) zu prüfen.
4. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss nehmen.
5. Vom Nettogewinn des Geschäftsjahres sind mindestens 5% für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung entfällt, wenn die gesetzliche Rücklage 10% des Gesellschafterkapitals erreicht hat.
6. Der nach Bildung der Rücklage verbleibende Gewinn ist auf die Gesellschafter nach dem Verhältnis ihrer Geschäftsanteile zu verteilen, soweit nicht durch Gesellschafterbeschluss eine andere Verwendung des Bilanzgewinns beschlossen wird.

Art. 7. Gesellschafterversammlung.

1. Alljährlich am 2. Mittwoch im Mai um 15:00 Uhr findet in den Räumen der Gesellschaft eine ordentliche Gesellschafterversammlung statt. Darüber hinaus sind außerordentliche Versammlungen einzuberufen, wenn dies im Interesse der Gesellschaft erforderlich ist oder von einem Gesellschafter verlangt wird.

2. Die Einberufung erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer mittels eingeschriebenen Briefes.
3. Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte des gesamten Stammkapitals anwesend bzw. vertreten ist. Das Stimmrecht kann auch durch einen Bevollmächtigten eines Gesellschafters ausgeübt werden.

Art. 8. Gesellschafterbeschlüsse.

1. Beschlüsse der Gesellschaft können in der Gesellschafterversammlung oder schriftlich gefasst werden.
2. Jeder Gesellschafter ist in der Gesellschafterversammlung stimmberechtigt. Er hat so viele Stimmen wie er Anteile an der Gesellschaft besitzt und kann sich aufgrund einer Vollmacht bei den Versammlungen rechtsgültig vertreten lassen.
3. Die Gesellschafterversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen, soweit nicht dieser Vertrag oder das Gesetz eine andere Mehrheit vorschreibt.
4. Beschlüsse über Satzungsänderungen kommen nur zustande, soweit sie von der Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Kapitals vertreten, gefasst werden (qualifizierte Mehrheit).
5. Über alle Gesellschafterbeschlüsse haben die Gesellschafter unverzüglich nach der Beschlussfassung eine Niederschrift aufzunehmen und zu unterschreiben.

Art. 9. Verfügung über Geschäftsanteile.

1. Die Verfügung oder Übertragung von Geschäftsanteilen oder Teilen von Geschäftsanteilen an Dritte, die nicht Gesellschafter sind, ist nur mit Zustimmung der Mitgesellschafter zulässig. Als Verfügung oder Übertragung gilt insbesondere die Veräußerung, die Abtretung sowie die Belastung, vor allem durch Nießbrauchsbestellung oder Verpfändung sowie die Übertragung im Todesfall.
2. Lehnen die Mitgesellschafter die Verfügung oder Übertragung ab, sind die Mitgesellschafter innerhalb eines Zeitraumes von drei Monaten verpflichtet, die Geschäftsanteile zu übernehmen. Die Bewertung der Geschäftsanteile richtet sich nach den Vorschriften dieses Vertrages (Art. 10).
3. Zwischen Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar.

Art. 10 Ausscheiden aus der Gesellschaft.

1. Die Einziehung von Geschäftsanteilen ist mit Zustimmung des betroffenen Gesellschafters jederzeit zulässig. Dieser Zustimmung bedarf es nicht, wenn über das Vermögen eines Gesellschafters das Konkurs- oder Vergleichsverfahren eröffnet oder wenn in den Geschäftsanteil die Zwangsvollstreckung betrieben oder der Geschäftsanteil aus einem sonstigen Grund beschlagnahmt wird.
2. Ein Gesellschafter kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung ausgeschlossen werden, wenn er seine Gesellschafterpflichten vorsätzlich oder grob fahrlässig verletzt hat oder der Gesellschafter durch Löschung im Handelsregister erlischt.
3. Der Anteil des ausscheidenden Gesellschafters ist zu vergüten.
4. In allen Fällen des Ausscheidens eines Gesellschafters aus der Gesellschaft ist eine Auseinandersetzungsbilanz zu erstellen, in der alle aktiven und passiven Vermögenswerte mit ihren wirklichen Werten anzusetzen sind. Ein Ertragswert sowie ein Firmen- oder Geschäftswert bleibt bei der Bewertung der Beteiligung unberücksichtigt. Das Abfindungsguthaben des ausscheidenden Gesellschafters ist auf der Grundlage der vorgenannten Bilanz festzusetzen und in 3 gleichen Jahresraten, von denen die erste 6 Monate nach Ausscheiden fällig ist, auszuzahlen. Frühere Zahlungen sind zulässig.

Art. 11. Kündigung der Gesellschaft.

1. Jeder Gesellschafter kann das Gesellschaftsverhältnis mit einer Frist von mindestens 6 Monaten zum Ende eines Geschäftsjahres mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschaft kündigen. Solange mindestens ein Gesellschafter das Gesellschaftsverhältnis nicht kündigt, besteht die Gesellschaft fort.
2. Der ausscheidende Gesellschafter ist zur Übertragung seines Geschäftsanteiles verpflichtet. Das Entgelt für den Anteil des ausscheidenden Gesellschafters richtet sich nach den Vorschriften dieses Vertrages (Art. 10).

Art. 12. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschafterversammlung kann durch Beschluss mit einfacher Mehrheit die Auflösung der Gesellschaft beschließen. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch den oder die Geschäftsführer durchgeführt, soweit diese Aufgabe nicht durch Beschluß der Gesellschafterversammlung anderen Personen übertragen wird.

Art. 13. Einmangengesellschaft. Für den Fall, dass ein Gesellschafter alle Anteile besitzt, ist die Gesellschaft eine Einmangengesellschaft im Sinne des Artikels 179 Abs.2 des Gesetzes über die kommerziellen Gesellschaften; in diesem Fall finden unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes Anwendung.

Art. 14. Schlussbestimmungen.

1. Soweit dieser Vertrag keine abweichenden Bestimmungen trifft, gelten die gesetzlichen Vorschriften.
2. Ist die Gesellschafterin Heintzmann Holding GmbH, gleich aus welchem Grund, aus der Gesellschaft ausgeschieden, verpflichten sich die übrigen Gesellschafter binnen drei Monate die Firma bzw. den Namen der Gesellschaft so zu verändern, dass die Bezeichnung „Heintzmann“ nicht mehr enthalten ist.

3. Sind einzelne Bestimmungen dieses Vertrags ungültig, so bleiben die übrigen Bestimmungen wirksam. Anstelle einer ungültigen Bestimmung gilt eine ihrem wirtschaftlichen Zweck möglichst nahe kommende wirksame Bestimmung als vereinbart.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2008.

Kapitalzeichnung

Von diesem Gesellschaftskapital in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (12'500.- EUR) und eingeteilt in zehn (10) Anteile zeichnet:

1.- Die Gesellschaft „HEINTZMANN HOLDING GmbH“, vorgenannt, sechs Anteile	6
2.- Herr Mahmoud Reza SAREMI, vorgenannt; vier Anteile	4
ZEHN ANTEILE	10

Alle Anteile wurden in bar voll eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (12'500.- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 so wie abgeändert erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen betragen schätzungsweise eintausendsechshundert Euro.

Ausserordentliche Gesellschaftsversammlung

Sodann haben die Komparenten, handelnd wie erwähnt, die das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, zu einer Gesellschafterversammlung zusammengetreten, und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Zur alleinigen Geschäftsführerin wurde ernannt:

Frau Barbara von Linsingen-Heintzmann geborene Tenholt, geschieden, geboren in Bochum, am 27. Mai 1948, wohnhaft Am Hang 88, 44797 Bochum, Deutschland,

mit den in Artikel 5 der Satzungen festgesetzten Befugnissen.

Die Geschäftsführerin kann Bevollmächtigte ernennen, deren Befugnisse und Vergütungen festlegen und sie abberufen.

Das Mandat der Geschäftsführerin ist für unbestimmte Dauer gültig.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschaft hat ihren Gesellschaftssitz in 1, rue Michel Rodange, L-5652 Bad Mondorf (Großherzogtum Luxemburg).

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Der gegenwärtigen Urkunde in deutscher Sprache abgefasst folgt eine Übersetzung in französisch. Im Falle der Abweichung zwischen dem deutschen und dem französischen Text, ist der deutsche Text massgebend.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, handelnd wie vorerwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Folgt die französische Übersetzung des vorstehenden Textes:

L'an deux mille huit, le dix novembre.

Par-devant M^e Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. La société „HEINTZMANN HOLDING GmbH“, une société à responsabilité limitée, constituée et gouvernée par les lois en vigueur en Allemagne, ayant son siège social à Bessemer Strasse Nr. 80, D-44703 Bochum,

Représentée par Monsieur Christian VISILIT, domicilié à Mondorf- les-Bains,

En vertu d'une procuration donnée à Bochum (D) le 10 novembre 2008,

Laquelle procuration après avoir été paraphée „ne varietur“ par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

et

2.- Monsieur Mahmoud Reza SAREMI, architecte, né à Malayeb, le 23 juillet 1960, demeurant à 24, rue Marie-Adelaïde, L-2128 Luxembourg.

Lesquels comparants, agissant comme ci-avant ont requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts de la société à responsabilité à constituer.

Les soussignés constituent par les présentes une société à responsabilité limitée et ont arrêté les statuts de la société comme suit.

Art. 1^{er}. Raison sociale, siège, exercice social.

1. La société a pour raison sociale Heintzmann Steel Center Luxembourg GmbH, en abrégé «HSCL».
2. Le siège de la société est établi dans la commune de Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg).
3. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 2. Objet.

1. La société a pour objet:
 - 1.1 l'achat et la vente d'acier, de produits ferreux et de tous autres produits liés directement ou indirectement à cet objet social,
 - 1.2 l'acquisition, la gestion et la réalisation de participations et de titres,
 - 1.3 le commerce de tous produits généralement quelconques.
2. La société peut, dans les limites des dispositions relatives aux sociétés commerciales de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915, effectuer toutes opérations jugées appropriées en vue de la réalisation de cet objet social. Elle peut également prendre des participations dans des entreprises similaires et acquérir de telles entreprises, et elle peut notamment prendre des participations dans des entreprises relevant du secteur de la production d'acier et acquérir de telles entreprises.

Art. 3. Durée. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. Capital social.

1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12'500.-EUR), représenté par dix (10) parts sociales de mille deux cent cinquante euros (1'250.- EUR) chacune. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices de la société.
2. Le capital social est détenu par:
 - a.- Heintzmann Holding GmbH, Bochum (Allemagne), suite à un apport social de: 6 parts (7'500.- euros)
 - b.- M. Mahmoud Réza Saremi, suite à un apport social de 4 parts (5'000.- euros)
3. Le capital social peut être augmenté ou réduit à tout moment dans les conditions prévues à l'article 199 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 5. Gestion.

1. La société compte un ou plusieurs gérants, nommés par l'assemblée des associés. Peuvent être nommés gérants tant des associés que des tiers.
2. La société est représentée par chaque gérant individuellement. Les droits et obligations du gérant découlent de la loi, du contrat de travail et des directives des associés.
3. Les actes de gérance portant sur des opérations dépassant le cadre de l'exploitation ordinaire de l'entreprise requièrent l'accord, par voie de résolution, des associés.
4. Par décision des associés, il peut être mis en place un règlement intérieur régissant la gestion. En outre, les associés peuvent, par voie de résolution, fixer la répartition des tâches entre les gérants.
5. Le ou les gérants ne contractent, dans le cadre de l'exercice de leur fonction, aucune obligation personnelle.
6. En cas d'empêchement temporaire du ou des gérants, les affaires sociales peuvent être gérées par deux associés.

Art. 6. Comptes annuels et affectation des bénéfices.

1. Chaque année, la gérance établit les comptes annuels au 31 décembre.
2. La ratification des comptes annuels (bilan et compte de profits et pertes) ainsi que l'affectation du bénéfice net, la couverture d'une éventuelle perte et la décharge à donner aux gérants font l'objet d'une décision des associés prise en assemblée des associés.
3. La gérance établit les comptes annuels selon les principes valables en matière de comptabilité commerciale régulière et d'établissement du bilan; à la demande d'un des associés, les comptes annuels doivent faire l'objet d'une vérification par un expert (réviseur d'entreprise).
4. Chaque associé peut consulter les comptes annuels au siège social.
5. Sur le bénéfice net de l'exercice social il sera prélevé au moins 5%, qui seront affectés à la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint 10% du capital social.
6. Le solde du bénéfice après constitution de la réserve sera réparti entre les associés au prorata des parts sociales qu'ils détiennent, sauf décision des associés prévoyant une autre affectation du bénéfice comptable.

Art. 7. Assemblée des associés.

1. L'assemblée ordinaire des associés se réunit le 2e mercredi du mois de mai de chaque année à 15.00 heures dans les locaux de la société. En plus, il y a lieu de convoquer des assemblées extraordinaires lorsqu'une telle convocation est nécessaire dans l'intérêt de la société ou lorsqu'un des associés le demande.
2. L'assemblée est convoquée par un ou plusieurs gérants par voie de lettre recommandée.
3. L'assemblée des associés peut valablement délibérer lorsqu'au moins la moitié de l'intégralité du capital social est présente ou représentée. Le droit de vote peut également être exercé par le mandataire d'un associé.

Art. 8. Décisions des associés.

1. Les résolutions des associés peuvent être prises en assemblée générale ou par écrit.
2. Au sein de l'assemblée des associés, chaque associé a un droit de vote. Il dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il détient dans la société et, lors des assemblées, il peut se faire valablement représenter au moyen d'une procuration.
3. Les décisions de l'assemblée des associés sont prises à la majorité simple des voix exprimées, à moins que les présents statuts ou la loi ne stipulent une autre majorité.
4. Les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital (majorité qualifiée).
5. Toutes les décisions des associés doivent être immédiatement consignées dans un procès-verbal établi et signé par les associés.

Art. 9. Actes de disposition concernant les parts sociales.

1. Les actes de disposition concernant des parts sociales ou des démembrements de parts sociales ou la cession à des tiers non-associés de parts sociales ou de démembrements de parts sociales requièrent l'accord des coassociés. Sont notamment considérés comme actes de disposition ou de cession l'aliénation, le transfert ainsi que la constitution de charges grevant des parts ou démembrements de parts, notamment sous forme de constitution d'usufruit ou de nantissement, ainsi que la transmission en cas de décès.
2. En cas de refus par les coassociés d'un acte de disposition ou d'une cession, les coassociés sont obligés de se porter acquéreurs dans un délai de trois mois des parts sociales en question. L'évaluation des parts sociales se fait conformément aux dispositions des présents statuts (art. 10).
3. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Art. 10. Départ d'associés.

1. L'annulation de parts sociales peut se faire à tout moment moyennant l'accord de l'associé concerné. Cet accord n'est pas requis en cas d'ouverture d'une procédure de faillite ou d'une procédure concordataire portant sur le patrimoine d'un associé, en cas de saisie-exécution de la part sociale ou en cas de saisie pour un autre motif de la part sociale.
2. Un associé peut être exclu par décision de l'assemblée des associés en cas de non-respect volontaire ou par négligence grossière, par cet associé, de ses obligations d'associé ou lorsque l'associé cesse d'exister du fait de sa radiation au registre du commerce.
3. En cas de départ d'un associé, sa part doit être payée.
4. Dans tous les cas de départ d'un associé de la société, il y a lieu d'établir un bilan de clôture, dans lequel tous les éléments d'actif et de passif sont à évaluer à leur valeur réelle. La valeur de rendement ainsi que le good will ou la valeur commerciale ne sont pas pris en compte lors de l'évaluation de la participation. La créance d'indemnité de l'associé quittant la société est à établir sur la base du bilan susmentionné, le montant en question étant à verser en trois annuités égales, dont la première est due six mois après le départ. Les paiements anticipés sont autorisés.

Art. 11. Retrait d'associés de la société.

1. Chaque associé, par lettre recommandée adressée à la société, peut se retirer de la société à la fin de chaque exercice social moyennant un préavis d'au moins six mois. Tant qu'il reste au moins un associé qui ne se retire pas de la société, cette dernière continue d'exister.
2. L'associé quittant la société est obligé de céder ses parts sociales. Le montant à payer pour les parts de l'associé qui quitte la société est fixé conformément aux dispositions des présents statuts (art. 10).

Art. 12. Dissolution de la société. L'assemblée des associés peut, par décision prise à la majorité simple, décider la dissolution de la société. En cas de dissolution de la société, la liquidation est effectuée par le ou les gérants pour autant que cette tâche ne soit pas déléguée, par décision de l'assemblée des associés, à d'autres personnes.

Art. 13. Société unipersonnelle. Au cas où l'ensemble des parts sociales seraient détenues par un seul associé, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 14. Dispositions finales.

1. Sauf dispositions dérogatoires des présents statuts, les dispositions légales s'appliqueront.

2. Pour le cas où, pour quelque raison que ce soit, Heintzmann Holding GmbH ne serait plus associée de la société, les autres associés s'engagent à modifier, dans un délai de trois mois, le nom ou la raison sociale de la société de manière à ce qu'ils ne contiennent plus l'élément «Heintzmann».

3. La nullité d'une ou de plusieurs dispositions des présents statuts ne rend pas invalide les autres dispositions. La clause nulle est réputée être remplacée par une clause valide se rapprochant dans la mesure du possible du but économique de la clause nulle.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence aujourd'hui et se termine le 31 décembre 2008.

Souscription du capital

Le capital social de la société à hauteur de douze mille cinq cents euros (12'500.- EUR) représentée par dix (10) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- La société „HEINTZMANN HOLDING GmbH”, prénommée six parts	6
2.- Mr Mahmoud Reza SAREMI, prénommé quatre parts	4
DIX PARTS	10

Toutes les parts ont été entièrement libérées en espèces ainsi le montant de douze mille cinq cents euros (12'500.- EUR) est à la libre disposition de la sociétés, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le confirme expressément.

Constatation

Le notaire soussigné a constaté que les condicions de l'article 183 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 tel que modifié ont été respecté.

Evaluation des frais de constitution

Les frais, honoraires, débours que la société devra supporter à sa charge sont évalués à mille six cent euros.

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite les comparants, agissant comme ci-avant, qui représentent l'entièrete du capital social, se sont réunis en assemblée générale et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Est nommé gérante unique:

Madame Barbara von Linsingen-Heintzmann née Tenholt,

divorcée, née à Bochum, le 27 mai 1948, demeurant à Am Hang 88, 44797 Bochum, Allemagne, ayant les pouvoirs définis par l'article 5 des statuts.

La gérante peut nommer et révoquer des fondés de pouvoirs et fixera leurs pouvoirs et rémunérations.

Le mandat de la gérante est fixé à une durée indéterminée.

Deuxième résolution

La société fixe l'adresse du siège social à 1, rue Michel Rodange, L-5652 Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête les présentes.

Le présent acte rédigé en langue allemande et est suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre le texte allemand et le texte français, le texte allemand primera.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. VISILIT, R. SAREMI, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 novembre 2008, Relation: LAC/2008/45365. — Reçu € 62,50.- (soixante-deux Euros cinquante Cents).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2008.

Paul DECKER.

Référence de publication: 2008144690/206/338.

(080170270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Elektra Finanzierung A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 41.610.

—
Extrait des décisions prises par le conseil d'administration en date du 7 novembre 2008

- M. Carlo L.E. PAGANI a été nommé comme président du conseil d'administration.

Luxembourg, le 7.11.2008.

Pour extrait sincère et conforme
Pour ELEKTRA FINANZIERUNG A.G.
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2008144258/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2008, réf. LSO-CW04513. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080169680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2008.

**Espace Informatique S.A., Société Anonyme,
(anc. Espace de Wavre Holding S.A.).**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 96.087.

—
Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2008.

Pour ESPACE INFORMATIQUE S.A.,(ANC. ESPACE DE WAVRE HOLDING S.A.), société anonyme holding
Experta Luxembourg, société anonyme
Mireille WAGNER / Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2008144244/1017/16.

Enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2008, réf. LSO-CW03752. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080169453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2008.

F.I. Holding Co., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 30.754.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 6 novembre 2008

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- Monsieur Mohamed Abid Elshukri, ingénieur, demeurant à Airport Road, Benghazi, 2056 Tripoli, Libye, Président;
- Monsieur Muftah Saleh Rwimi, ingénieur, demeurant au 165, University Street, Tripoli, Libye;
- Monsieur Mokhtar Mohamed Dernawi, comptable, demeurant au Ain Zara KM6, Tripoli, Libye;
- Monsieur Mohamed Mohamed Zahra, ingénieur, demeurant au Gorje Road, Andalus Area.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

Luxembourg, le 6 novembre 2008.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2008144625/534/22.

Enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2008, réf. LSO-CW04366. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080170544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2008.
